



Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental
dans la compétition économique (1958-1963)

CRMHM1 · Conclusion

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité du précédent, intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, et retrace les décisions prises par les présidences Eisenhower et Kennedy, comme leurs conséquences sur le système multilatéral. Pour la première fois, des gouvernements américains communiquent ouvertement le déficit de leur balance des paiements – évalué à 4 milliards de dollars par Eisenhower. Dans le cadre de la compétition lancée par Khrouchtchev, un tel déficit extérieur ne représentait-il pourtant pas une menace pour la puissance américaine et l'avenir du « monde libre » ? La balance des paiements concentre en effet tous les critères de la puissance devenus classiques en histoire des relations internationales : les éléments économiques, financiers, militaires et politiques.

En réalité, le « monde libre » ne s'est pas écroulé sous le poids de la dette, ni même désorganisé après 1989. Au contraire, la chute du monde soviétique a été considérée comme la victoire du système multilatéral, libéral et capitaliste face au modèle communiste. Il faut donc croire que l'annonce de ce déficit, en 1960, associée à la mise en place d'une politique néo-libérale dans le cadre multilatéral, inaugurerait en fait une nouvelle diplomatie économique, qui dure encore : le déficit extérieur américain atteint aujourd'hui 16 000 milliards de dollars et fait partie du quotidien.

Régine Perron, maître de conférences, est habilitée à diriger des recherches en histoire des relations internationales à l'université de Cergy-Pontoise. Membre du laboratoire de recherches AGORA (ex-CICC), elle est membre associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) de Sorbonne Université.



ISBN :
979-10-231-3332-5

Crédit photo : Rencontre du président John F. Kennedy et de l'ancien président général Dwight D. Eisenhower à Camp David, 22 avril 1961. © Robert Knudsen (White House Photograph) / John F. Kennedy Presidential Library and Museum (Boston).

<http://pups.paris-sorbonne.fr>

HISTOIRE DU MULTILATÉRALISME II

Dernières parutions

- La vierge et le Roi*
Damien Tricoive
- Devenir japonais. La mission jésuite au Japon (1549-1614)*
Hélène Vu Thanh
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-britanniques (1748-1756)*
François Ternat
- France-Japon, regards croisés. Mélanges en mémoire de Terushi Hara*
Dominique Barjot & Patrick Fridenson (dir.)
- De part et d'autre du Danube : l'Allemagne, l'Autriche et les Balkans de 1815 à nos jours. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled*
Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)
- Les stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle)*
Dominique Barjot & Marco Bertilorenzi
- Histoire du multiculturalisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent*
Jean Bérenger
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (XIV^e-XVII^e siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt & Denis Crouzet (dir.)
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père et fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Le corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*
Prosper Eve
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Matthieu Lemoine (dir.)
- L'entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- Les frères d'Eichtal*
Hervé Le Bret
- Pierre Chaunu historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet & Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- L'union du Trône et de l'autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Matthieu Brejon de Lavergnée & Olivier Tort (dir.)

Régine Perron

Histoire du multilatéralisme II

L'organisation du bloc occidental dans
la compétition économique (1958-1963)



Ouvrage publié avec le soutien du laboratoire de recherche AGORA
de l'Université de Cergy-Pontoise et du Centre Roland Mousnier
de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN de l'édition papier : 979-10231-0589-6
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2018

© Sorbonne Université Presses, 2023

Maquette et réalisation : Gaëlle Bachy
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

Tél. (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<http://sup.sorbonne-universite.fr>

À Robert et Henriette Perron

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AELE :	Association européenne de libre-échange
AID :	Agence internationale de développement
AIIB :	Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures
BIRD :	Banque internationale de reconstruction et de développement
BIS :	Banque des règlements internationaux
CEA :	Council of Economic Advisers
CECA :	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEE :	Communauté économique européenne
CEPAL :	Commission économique pour l'Amérique latine de l'ONU
CNUCED :	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
DAG :	Development Assistance Group
DLF :	Development Loan Fund
EAMA :	États africains et malgache associés
ECA :	European Cooperation Administration
FAO :	Food and Agriculture Organization
FED :	Fonds européen de développement
FMI :	Fonds monétaire international
GATT :	General Agreement on Tariffs and Trade
ICA :	International Cooperation Administration
IDA :	International Development Association
OCDE :	Organisation de coopération et de développement économique
OECE :	Organisation européenne de coopération économique
OIC :	Organisation internationale du commerce
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations unies
OTAN :	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PAC :	Politique agricole commune
PAM :	Programme alimentaire mondial
PTOM :	Pays et territoires d'outre-mer
TEC :	Tarif extérieur commun
UE :	Union européenne
UEO :	Union de l'Europe occidentale
UEP :	Union européenne des paiements
UER :	Union européenne de réserve

UN NOUVEAU « MONDE LIBRE » MULTILATÉRAL

L'étude des années 1958-1963 a permis de mettre en évidence une période charnière dans l'histoire des relations internationales économiques. La politique extérieure des États-Unis s'adapte alors à de nouveaux défis. Cela passe par la réorganisation du monde occidental et multilatéral, appelé par les États-Unis le « monde libre », en opposition au monde soviétique. À travers le système multilatéral, les États-Unis ont développé une forme de pratique diplomatique, qui recourt à la morale. De même, ils ont mis l'accent sur la diplomatie économique, comme moyen d'action adapté au contexte de la compétition avec l'URSS. Mais le multilatéralisme connaît aussi un tournant important au cours de cette période, à cause du déficit de la balance des paiements américaine.

267

LE BILAN DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE
À LA FIN DE LA PRÉSIDENTENCE DE JOHN F. KENNEDY

Comme le mandat présidentiel de John F. Kennedy a été écourté à cause de son assassinat en novembre 1963 à Dallas, soit après trois ans à peine d'exercice dans cette fonction (du 20 janvier 1961 au 22 novembre 1963), les historiens américains ont toujours éprouvé des difficultés à interpréter sa présidence. Au sein du système politique américain, on ne peut juger l'action d'un président qu'à partir de la troisième année du mandat ; si ce président est réélu pour un second mandat, son action sera alors jugée lors des cinquième et sixième années de présidence. C'est pourquoi il est difficile de faire un vrai bilan de la présidence de Kennedy, qui n'a pas même duré trois ans.

Le **tableau 24** permet néanmoins de faire le point sur le déficit américain pendant cette courte présidence, par rapport à la dernière année de celle de son prédécesseur Dwight D. Eisenhower.

Sous Kennedy, le déficit a diminué d'environ 1,5 milliard de dollars entre 1961 et 1962 par rapport à 1960, et de 1,259 milliard en 1963. Entre 1960 et 1963, le déficit a été réduit d'un tiers (32 %). C'est à la fin de l'année 1960 que le gouvernement américain avait fixé « l'équilibre raisonnable » du déficit à 1,5 milliard de dollars. Pour cela, il aurait fallu que le déficit en 1963 soit diminué de deux tiers par rapport à celui de 1960, c'est-à-dire en deux ans de mandat présidentiel de Kennedy. Est-ce un échec ?

Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963
(y compris novembre et décembre)

	Années			
	1960	1961	1962	1963
Exportations de produits et services	28,852	28,438	30,084	32,020
Importations	23,141	22,852	25,021	26,335
Solde (exportations - importations)	5,711	5,586	5,063	5,685
Importations : dépenses militaires	3,048	2,954	3,044	2,897
Capitaux américains, nets (sortie de fonds : -) :				
- privés à court terme	-1,312	-1,556	-0,553	-0,734
- privés à long terme	-1,694	-1,599	-1,654	-1,888
Transferts unilatéraux, nets (aux pays étrangers : -) : Gouvernement : subventions autres que militaires	-1,641	-1,854	-1,919	-1,896
Avoirs étrangers de liquidités en dollars	2,227	1,712	0,459	1,802
Sorties d'or	1,702	0,857	0,890	0,461
Déficit de la balance des paiements	-3,929	-2,454	-2,186	-2,670

Source : NA, RG 40, Holton : 1919-1961 ; *US Balance of Payments, Statistical of the United States*, département du Commerce.

268

Si l'on examine le tableau en détail, la politique fiscale mise en place par le gouvernement de Kennedy, sous la houlette du secrétaire du Trésor, Douglas Dillon, a réduit les sorties des capitaux à court terme et des sorties d'or. Ces catégories de dépenses ont représenté une menace à court terme pour le dollar et, par conséquent, pour la puissance des États-Unis face à l'URSS. Les pressions exercées sur les banques centrales ont été efficaces, pour obtenir que celles-ci conservent les dollars dans leurs caisses et reportent les conversions en or. De même, les pressions exercées sur les gouvernements européens pour abaisser leurs taux d'intérêt ont permis de réduire nettement leur attractivité sur les capitaux américains à court terme. Quant aux capitaux à long terme, ils ont continué à croître. Cependant, ces capitaux sont le fer de lance de la puissance américaine et ne peuvent faire l'objet d'une politique restrictive. Enfin, la stabilité du dollar, garantie par les États-Unis et aussi par ses alliés européens dans le cadre du Pool de l'or, a éloigné la menace de la spéculation. Ainsi, la politique fiscale et monétaire menée par Kennedy, dans la continuité de celle d'Eisenhower, a réussi à maintenir un dollar fort dans le contexte de la guerre froide.

L'étude du déficit a révélé deux faiblesses persistantes : les avoirs en dollars à l'étranger et les exportations de produits américains. Le volume des avoirs à

l'étranger n'a pas diminué de manière assez significative entre 1960 et 1963 (seulement de 20 %), alors que leur niveau était très alarmant en 1960. C'est pourquoi le danger persiste, comme une épée de Damoclès, de voir cette inadéquation entre le volume des réserves d'or américaines et le volume des dettes remboursables en dollars à l'étranger menacer la crédibilité des États-Unis. Quant à la relance des exportations, certes importante en 1962 et 1963, elle n'a pas empêché l'augmentation des importations. Le résultat est que le solde commercial, qui sert à combler les dépenses gouvernementales, est resté au niveau de 1960, c'est-à-dire environ 5 milliards de dollars. Pourtant, l'augmentation des exportations entre 1960 et 1963 a atteint 111 %, mais celle des importations est supérieure avec 114 %.

Cela signifie que l'économie américaine n'est déjà plus aussi compétitive. Les conseillers économistes de tendance keynésienne, comme le CEA et l'ambassadeur John Kenneth Galbraith, ont donc reproché à Kennedy d'avoir privilégié le dollar et la diminution des dépenses extérieures plutôt que l'économie américaine. La demande intérieure est alors plus élevée en ce qui concerne la consommation de produits étrangers qu'en matière de produits nationaux. Quelques années plus tard, en 1971, le solde commercial des États-Unis affiche pour la première fois un solde négatif. En 1963, il faut que ce solde atteigne au moins 7 milliards de dollars, d'après les calculs faits en 1960-1961, pour compenser l'ensemble des dépenses.

Le partage du fardeau a-t-il permis de réduire les dépenses gouvernementales des États-Unis? Les dépenses militaires sont restées stationnaires depuis 1960 autour de 3 milliards de dollars. Quant aux subventions à l'extérieur, qui comprennent les aides au développement et non militaires dans le cadre du *Foreign Aid*, elles se situent autour de 2 milliards de dollars. Elles ont augmenté de 25 % entre 1961 et 1963. Ce sont les principaux pays stratégiques, aux yeux de John F. Kennedy, qui en ont bénéficié, comme le Vietnam du Sud et le Laos avant que la guerre n'éclate en 1964, et l'Amérique latine dans le cadre de l'Alliance pour le progrès. Le problème reste que le total de ces dépenses, liées à la politique extérieure des États-Unis, représente encore 5 milliards de dollars. Et le solde commercial n'a pas permis de réduire le déficit du milliard de dollars nécessaire pour atteindre « l'équilibre raisonnable » fixé en 1960.

Rappelons toutefois qu'en 1962, le département du Trésor a changé la présentation statistique de la balance de paiements, au grand dam du Commerce. La Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne s'en est aperçue et a refait le calcul selon l'ancienne présentation. Le calcul montre une différence de presque un milliard. En 1962, le déficit est de 2,2 milliards de dollars alors qu'il devrait être de 2,796 milliards de dollars. L'année 1963 affiche 2,670 milliards de dollars au lieu de 3 milliards,

sinon plus. À la fin du mandat présidentiel d'Eisenhower, le déficit s'élève à 4 milliards de dollars. Cela voudrait dire que la politique recommandée par le département du Trésor, sous Kennedy, n'a pas abouti à le réduire véritablement. Ce n'est donc pas un milliard qui doit être encore économisé pour atteindre «l'équilibre raisonnable», mais deux milliards, et cela avant les prochaines élections présidentielles de 1965. Les Banques centrales réunies à Bâle ont-elles eu un doute? Tout s'est passé comme si personne ne l'avait remarqué.

270 Cette différence de présentation de la balance des paiements américaine a bien sûr répondu à un impératif politique : rassurer les milieux financiers et aussi les gouvernements européens qui approuvent très modérément la ligne suivie par les États-Unis. Celle-ci leur paraît laxiste et ne s'attaque pas aux vrais problèmes, comme la parité fixe du dollar par rapport à l'or et la baisse de compétitivité de l'économie américaine. L'économiste Robert Solomon souligne justement que ces pays n'ont pas souhaité modifier les parités afin de préserver leurs exportations¹. La Commission européenne a alors obtenu que les États-Unis n'imposent pas de restrictions à leurs importations et que, par conséquent, ils ne ferment pas leurs portes aux exportations européennes. De même, l'Europe de l'Ouest n'a pas souhaité que les États-Unis dévaluent leur dollar à cause de leurs stocks assez importants.

Déjà au début des années 1960, les États-Unis sont semblables à un géant aux pieds d'argile, car totalement dépendants de leurs exportations qui commencent à baisser. Cette baisse du solde commercial s'est répercutée sur l'ensemble des dépenses considérées comme stratégiques par le gouvernement américain : les investissements privés à long terme – qui représentent le fer de lance de la politique extérieure américaine –, les dépenses militaires – qui assurent le fonctionnement de l'OTAN et des bases militaires essaimées dans le « monde libre » – et les dépenses liées au *Foreign Aid* – pour soutenir les pays du Tiers Monde allié face au bloc soviétique.

Le gouvernement de Kennedy a particulièrement misé sur ces aides au développement accordées aux États-nations nouvellement indépendants, comme l'Inde depuis 1947, le Ghana en 1957, le Vietnam du Sud depuis 1955, etc. Les alliés traditionnels des États-Unis, comme la Turquie, les pays du Golfe et Israël, ont toujours bénéficié de leur soutien. Quant aux pays de l'Amérique latine, ils ont reçu un traitement particulier au niveau politique, à cause de la crainte que le régime communiste appliqué par Fidel Castro à Cuba ne s'étende au continent. Ce traitement s'est concrétisé en formations paramilitaires à l'école de Panama, en aides de toute sorte aux régimes dictatoriaux, mais alliés.

1 Cécile Bastidon-Gilles, Jacques Brasseul et Philippe Gilles, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 107.

Au vu de la politique que Kennedy a menée à l'égard du Tiers Monde, qui a représenté un enjeu majeur, cette augmentation de 25 % en 1963 par rapport à 1960, soit une augmentation d'un quart, paraît faible et même étonnante.

La prudence est toujours de mise au sein du gouvernement américain, lorsqu'on étudie en détail ses décisions prises au cours des années 1962 et 1963. Même si le déficit a diminué en 1961. Ainsi, l'explique, en février 1962, Douglas Dillon : « [...] notre position s'est considérablement améliorée. Mais nous ne pouvons pas relâcher nos efforts. Plus de vigilance et d'ingéniosité en réduisant nos dépenses, et plus d'efforts pour accroître nos recettes, sont nécessaires² ». Le but à atteindre reste constant : « la stabilité du dollar est la clé pour le progrès économique chez nous et à l'extérieur. Au-delà, elle restera comme un symbole de notre détermination à prendre nos responsabilités, qui sont les nôtres, de leader du monde libre³ ».

Le déficit de la balance des paiements s'est un peu résorbé en 1961 d'environ 1 milliard par rapport à 1960, grâce à une augmentation des exportations. Il a diminué aussi grâce aux remboursements anticipés des dettes des pays européens au gouvernement américain, dont le montant s'est élevé à environ 700 millions de dollars⁴. Quant aux sorties de capitaux à court terme, elles continuent à être imprévisibles, même si en 1961 beaucoup sont des crédits commerciaux accordés massivement au Japon⁵.

Cependant, le grand succès pour le Trésor est d'avoir pu éviter que les détenteurs étrangers d'avoirs en dollars ne les convertissent en or au cours de l'année 1961, comme cela s'est passé en 1960. Ainsi : « probablement, la seule raison la plus importante – et probablement le seul développement le plus important dans ce domaine l'année dernière — est le degré intangible, mais vital de la coopération internationale entre les autorités monétaires qui s'est développé⁶ ».

Néanmoins, l'aide étrangère des États-Unis sous sa forme locale pose un grave problème aux yeux du Trésor, en particulier l'Alliance pour le progrès en Amérique latine et d'autres programmes en Afrique. Pourtant, Douglas Dillon a lui-même été nommé à la tête de la délégation américaine envoyée à Punta del Este, en Uruguay, pour inaugurer ce programme de l'Alliance pour le Progrès en août 1961. C'est surtout une manière, il me semble, d'inciter davantage le

2 NA, RG 56, Dillon : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, *Fourth Quarterly Report on Balance of Payments*, de Douglas Dillon (secrétaire du Trésor), 12 mars 1962.

3 JFK, POF, Box n° 89 : secrétaire du Trésor, *Report for the President by the Secretary of Treasury on the Balance of Payments*, 26 mars 1962.

4 NA, RG 56, Dillon : Maison-Blanche, Mémoire pour le président..., 12 mars 1962, *op. cit.*
NA, RG 56, Dillon : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, de Douglas Dillon, 28 mars 1962.

5 NA, RG 40, ExeSec : Maison-Blanche, Mémoire pour le président, *Balance of Payments Outlook for 1962*, de Douglas Dillon, 9 mai 1962.

6 NA, RG 56, Dillon : Maison-Blanche, Mémoire pour le président..., 12 mars 1962, *op. cit.*

département d'État et l'AID, ayant à charge cette forme d'aide étrangère, à réduire leurs dépenses, qui sont de l'ordre d'un milliard de dollars⁷. En effet, cette aide est fournie en espèces pour assurer les projets et programmes locaux dans le pays qui en bénéficie, ce qui représente 1,3 milliard de dollars en 1960 et 1961. Après plusieurs discussions, Kennedy approuve la création, à la fin de juin 1962, d'un Comité inter-cabinet sur la balance des paiements afin de contrôler davantage les dépenses au sein de l'Exécutif⁸. Néanmoins, le Trésor continue de faire pression les mois suivants.

Le 11 juin 1962, Kennedy a prononcé un discours, considéré comme important, à l'université de Yale. Selon l'historiographie, il annonce un tournant plus keynésien dans la politique générale du gouvernement. Cela apparaît bien au niveau national. Mais, au niveau de la politique économique extérieure des États-Unis, il est plus difficile de le reconnaître.

Ce jour-là, Kennedy a ainsi déclaré :

272

Il y a trois grands domaines dans les affaires intérieures où le danger de l'illusion peut empêcher une action effective. Il y a en premier lieu la question de la taille et la forme des responsabilités gouvernementales ; en second lieu, la question de la politique fiscale publique ; et en troisième lieu, le problème de la confiance, la confiance des affaires ou la confiance publique, ou simplement la confiance en l'Amérique⁹.

Enfin :

Terminons en formulant quelques-unes des vraies questions sur notre programme national. Premièrement, comment notre budget et les politiques fiscales fournissent-ils des revenus adéquats et préservent-ils notre position de la balance des paiements sans ralentir la croissance économique ? Deuxièmement, comment devons-nous fixer nos taux d'intérêt et réguler les flux d'argent qui stimulent l'économie intérieure, sans affaiblir le dollar à l'extérieur ? Étant donné l'éventail de nos responsabilités nationales et internationales, quelle devrait être la double approche entre la politique fiscale et monétaire ?¹⁰

Pour répondre aux critiques sur sa politique, Kennedy a demandé la confiance du pays et de tous les éléments de la société pour travailler ensemble « au progrès

7 NA, RG 56, Dillon : Maison-Blanche, Mémorandum pour le président, 28 mars 1962, *op. cit.*

8 NA, RG 40, ExeSec : Lettre aux secrétaires de la Défense, du Commerce, au sous-secrétaire d'État, à l'Administration de l'AID, au directeur du Bureau du Budget et au président du CEA, de Douglas Dillon (secrétaire du Trésor), 26 juin 1962 ; NA, RG 56, GHW : *Memorandum for the President*, de Douglas Dillon, 22 juin 1962.

9 Discours à Yale, de John F. Kennedy, 11 juin 1962 [en ligne : <http://millercenter.org/president/speeches/speech-3370>], consulté le 8 février 2015.

10 *Ibid.*

économique ». Il a mis l'accent sur les dilemmes auxquels le gouvernement est confronté afin de résoudre le problème du déficit de la balance des paiements américaine. Ce discours cherche à faire prendre conscience au public de l'université de Yale de la difficulté de la tâche et surtout à réfléchir à de nouvelles solutions qui soient en phase avec l'époque. Il insiste sur les trois axes de la politique gouvernementale : le plein-emploi, la stabilité des prix et un dollar fort. Depuis la fin du mandat présidentiel d'Eisenhower et le début de celui de Kennedy, ces trois axes et, en particulier les deux derniers, ont constitué le *credo* de la politique économique des États-Unis.

C'est en effet un discours important, car c'est la première fois que sont exposés aussi clairement les responsabilités et les devoirs de chacun face au déficit américain : que les entrepreneurs embauchent, et qu'ils n'augmentent pas leurs prix pour ne pas produire de l'inflation et par conséquent une dévalorisation de la monnaie (ce que n'a pas fait le géant de l'acier, *US Steel*, en avril 1962) ; que les ouvriers ne réclament pas de hausse des salaires pour ne pas favoriser l'inflation et provoquer l'instabilité des prix (ce que les syndicats ont accepté). Tout cela pour garantir au dollar une stabilité nécessaire aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

L'année 1962 s'est achevée sur une nouvelle réduction, moins nette cependant, du déficit qui a atteint 2,2 milliards de dollars, grâce aux achats de matériel militaire américain par les pays alliés et de produits américains liés à l'aide étrangère dans le cadre de l'AID¹¹. Mais, comme on l'a vu, ce déficit aurait dû s'élever à presque 3 milliards de dollars.

Au milieu de l'année 1963, les estimations sont déjà moins bonnes qu'en 1962. Cela a amené le Comité du Cabinet sur la balance des paiements à reporter la réduction du déficit à un niveau supportable en deux ans¹². Néanmoins, le Trésor continue à être opposé à toute restriction d'emprunt extérieur sur les marchés de capitaux américains et sur les importations aux États-Unis¹³. Cela ne peut que rassurer les pays alliés d'Europe. Dans ce contexte, le 18 juillet 1963, John Kennedy a prononcé au Congrès un nouveau « Message spécial sur la balance des paiements ». Il a réaffirmé que le dollar resterait fixé à 35 dollars l'once d'or, que le marché des capitaux et le commerce resteraient libres, et que le fardeau de la défense et du développement du monde occidental continuerait d'être porté par les États-Unis. Malgré le déficit persistant, ce discours se veut encore une fois rassurant à l'égard de ses partenaires extérieurs. Cependant, la

¹¹ *Ibid.*

¹² NA, RG 56, Dillon : Mémoire au président, du Comité (Cabinet) sur la Balance des paiements, 1^{er} avril 1963.

¹³ JFK, NSF, Box n°89 : *Statement of the Honorable Douglas Dillon, Secretary of the Treasury before the Joint Economic Committee*, 8 juillet 1963.

croissance économique américaine est trop lente, le chômage encore trop élevé et le déficit de la balance des paiements encore menaçant. Serait-ce le tournant keynésien tant attendu par ses conseillers économistes ?

Ce discours contient six nouvelles mesures très ciblées pour dynamiser encore plus les exportations, considérées comme la solution pour réduire le déficit américain : un nouveau crédit pour faciliter les exportations avec l'aide de la Banque Export-Import ; la conquête de nouveaux marchés extérieurs pour les produits américains confiée aux départements d'État et du Commerce ; le développement d'un programme de formation et d'assistance aux exportations ; une nouvelle mesure pour le département de l'Agriculture pour accroître les ventes du coton à l'étranger ; des mesures législatives pour corriger les taux de frets discriminatoires ; une conférence à la Maison-Blanche pour exposer aux entreprises américaines les opportunités à l'exportation¹⁴. Tout doit désormais concourir à la relance des exportations américaines, qui n'ont pas encore retrouvé le niveau suffisant pour compenser les autres dépenses extérieures, aussi bien privées que publiques.

274

Ce *Message spécial* du 18 juillet 1963 a aussi pris acte, sous pression du Trésor, de la réduction d'un milliard de dollars, pour l'année 1964, des dépenses gouvernementales liées à la défense et à l'aide étrangère, afin d'atteindre « l'équilibre raisonnable ». Ainsi, le gouvernement considère qu'il faut encore un an pour y arriver. Or c'est de deux milliards qu'il s'agit en fait. L'assassinat de Kennedy en novembre 1963 a mis fin à cette politique, car le vice-président, Lyndon B. Johnson, a déclenché la guerre du Vietnam en 1964 par son initiative dans le golfe du Tonkin. Le déficit de la balance des paiements américaine n'a cessé dès lors d'augmenter, tout comme l'inflation¹⁵.

Dans ce discours de juillet 1963, Kennedy a aussi mis l'accent sur deux aspects qui ont été un sujet de discordance constant entre les deux partenaires atlantiques : les contrôles directs et un mécanisme inadéquat sur les marchés de capitaux qui existent dans les pays étrangers. Au cours de ces années, l'OCDE a ainsi débattu de la libéralisation des capitaux. Kennedy a aussi annoncé la poursuite du remboursement anticipé des dettes contractées par les pays européens aux États-Unis et a salué les progrès de coopération au niveau du système monétaire international¹⁶.

Telles sont les grandes lignes de la politique fiscale et monétaire des États-Unis pour renforcer leur présence extérieure au milieu de l'année 1963. Elles s'inscrivent toujours dans cette voie considérée comme conservatrice, depuis

14 NA, RG 40, ExeSec : Télégramme, de Dean Rusk (secrétaire d'État aux ambassades américaines), 17 juillet 1963.

15 Régine Perron, « Le discret projet d'intégration monétaire européenne de 1963 à 1968 », dans Wilfried Loth (dir.), *Crises and Compromises. The European Project 1963-1969*, Baden-Baden, Nomos-Verlag, 2001, p. 345-367.

16 NA, RG 40, ExeSec : Télégramme, de Dean Rusk (secrétaire d'État aux ambassades américaines), 17 juillet 1963, *op. cit.*

1960-1961, et qu'on appellera plus tard monétariste. Serait-ce en fin de compte le reflet des convictions de Kennedy lui-même ? Depuis la fin du mandat d'Eisenhower jusqu'à l'assassinat de Kennedy, le déficit américain représente une menace pour l'équilibre du monde occidental ; tous les pays alliés doivent le résoudre en s'impliquant davantage dans le cadre du système multilatéral. La dramatisation du déficit américain a réussi dans ce sens-là, jusqu'à modifier la présentation de la balance des paiements. De 1958 à 1963, la politique extérieure des États-Unis s'inscrit dans la continuité, que le gouvernement soit républicain ou démocrate, parce que le consensus porte sur la lutte contre le bloc soviétique en période de guerre froide.

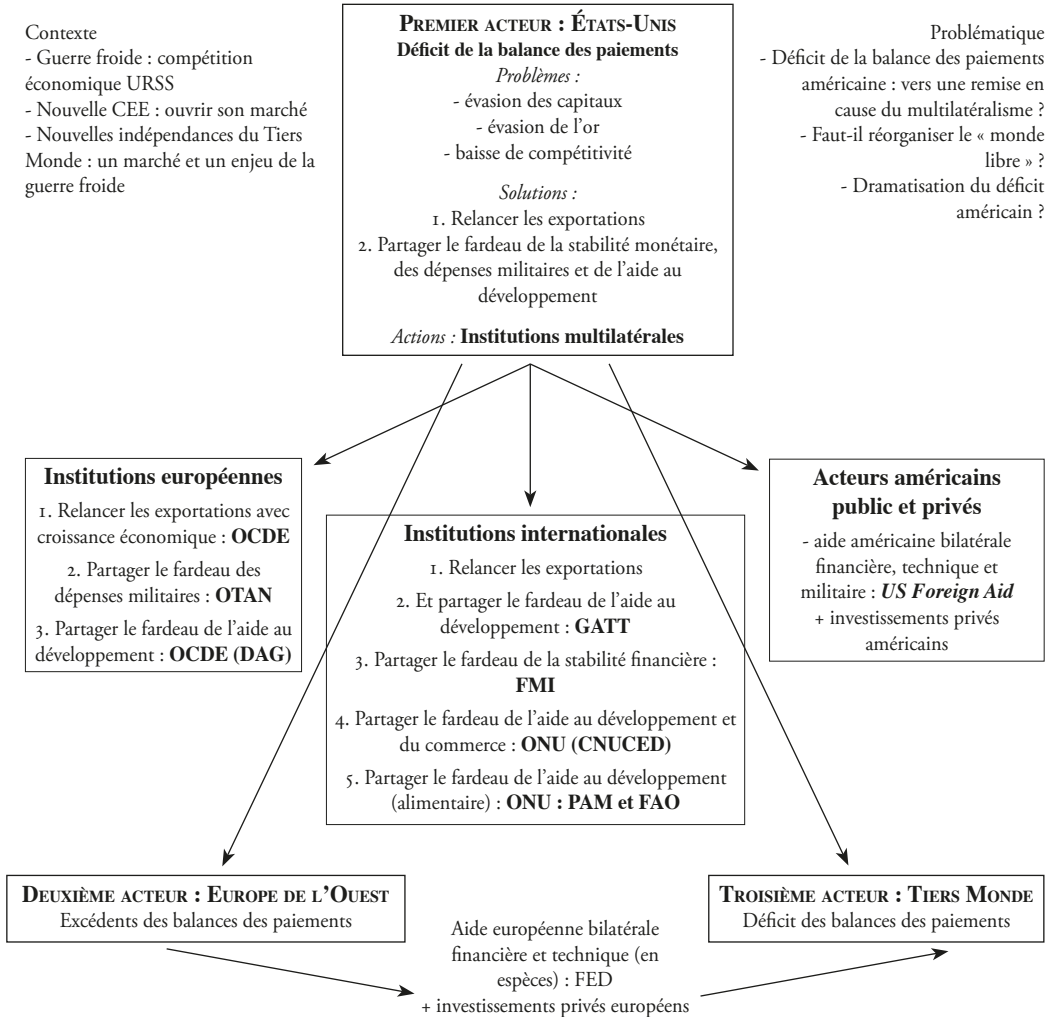
LE SCHÉMA DU SYSTÈME MULTILATÉRAL

CONSTRUIT AUTOUR DU DÉFICIT AMÉRICAIN DEPUIS 1960

À travers le système multilatéral, l'objectif devenu commun à tous les pays faisant partie du monde occidental est de résoudre le déficit de la balance des paiements des États-Unis. Depuis le début des années 1960, ce déficit est devenu le pivot du multilatéralisme puisque chaque institution internationale et régionale, ici européenne, a pour mission de chercher à le diminuer pour la bonne santé des nations. Cela a permis de renforcer les fonctions de chaque institution qui devient elle-même plus visible, comme l'ONU, le GATT et le FMI au niveau international et, l'OCDE, l'OTAN, la CEE au niveau européen. Le multilatéralisme acquiert alors une configuration qui perdurera jusqu'à la fin de la guerre froide et même au-delà. Quant au déficit américain, il n'a cessé de s'accroître, mais a été en quelque sorte dilué dans chaque décision, chaque recommandation prise par les institutions multilatérales, pour que les autres pays prennent leurs responsabilités. C'est le principe même de l'intérêt mutuel, qui a été un peu dévoyé. En effet, l'intérêt mutuel contient normalement l'idée de la réciprocité. Dans ce cas, où se situe la réciprocité ?

Le schéma 2 présente « la nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963) » et permet de la visualiser à la fois dans sa simplicité et dans sa complexité. Le besoin de le construire s'est ressenti face à la multitude des pays et des institutions qui sont impliqués. Partant de la méthodologie de l'histoire multilatérale proposée en introduction, ce schéma s'organise sous une forme de pyramide : le principal acteur, les États-Unis, est au sommet, et les deux autres acteurs, qui représentent les deux terrains d'expérimentation du multilatéralisme, l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde, se situent à chaque extrémité, en bas de la pyramide.

Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963)



Chaque acteur est caractérisé par son état de la balance des paiements (déficit ou excédent) et inséré dans une relation triangulaire définie par les institutions multilatérales. Plus précisément, les États-Unis, connaissant un déficit de la balance des paiements, organisent le multilatéralisme en direction des institutions multilatérales, comme l'indiquent les flèches. À leur niveau, sont rappelés le contexte historique et la problématique de ce travail. Sous les États-Unis, sont exposés les problèmes auxquels ils doivent faire face (évasion des capitaux et de l'or, baisse de compétitivité), les solutions trouvées à mettre en place (relancer les exportations, partager le fardeau de la stabilité monétaire,

des dépenses militaires et de l'aide au développement) et les moyens d'action (les institutions multilatérales).

Le GATT, le FMI et l'ONU sont placés au cœur de la pyramide pour leur importance stratégique : le GATT doit faire valoir, grâce aux Dillon et Kennedy Rounds, que le commerce mondial est le moteur de l'économie pour relancer les exportations, dans le but de réduire le déficit américain ; le FMI doit faire partager le fardeau de la stabilité financière à ses pays membres, en particulier l'Europe de l'Ouest qui, elle-même crée le groupe des Dix pour se protéger des fluctuations du dollar ; l'ONU doit s'occuper de l'aide au développement et de l'assistance alimentaire aux pays du Tiers Monde (avec la CNUCED, le PAM et la FAO) pour répartir le partage du fardeau de l'aide au développement. Ensuite, l'action des États-Unis se dirige vers l'Europe de l'Ouest, qui connaît un excédent budgétaire. Elle se situe au niveau de ses institutions européennes : l'OCDE, pour planifier la croissance de la production, relancer les exportations et faciliter les achats en produits américains par les pays industrialisés dont l'Europe de l'Ouest ; l'OCDE encore pour partager le fardeau de l'aide au développement, avec un groupe de travail spécifique et réunissant les partenaires, le DAG ; l'OTAN, pour partager le fardeau des dépenses militaires avec les pays alliés. Toutefois, les pays membres de la CEE ont échoué à créer un fonds monétaire européen pour faire contrepoids au FMI.

Puis, les États-Unis ont établi des liens plus étroits avec les pays du Tiers Monde, lui-même en déficit de balance des paiements, par le biais d'aides gérées par les services du *Foreign Aid* pour que ces pays achètent des produits américains. Par ailleurs, les États-Unis encouragent les investissements directs américains vers ces pays. Enfin, pour clore la relation triangulaire, la CEE a créé le Fonds européen de développement (FED) pour les pays en voie de développement, mais qui doit être fourni en espèces comme l'ont demandé les États-Unis. L'idée est de faire circuler les dollars stockés en Europe. De même, l'Europe de l'Ouest encourage les investissements directs européens vers ces pays. Dans cet ouvrage, n'ont été étudiés que les aspects économiques (monétaire et commercial), et non l'aspect militaire et l'assistance alimentaire.

L'ensemble de ce schéma illustre la relation triangulaire entre les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde, qui se met en place dans le cadre du multilatéralisme. Les États-Unis en sont le chef d'orchestre, à travers les institutions, afin de renforcer le « monde libre » du début des années 1960, à la fois pour assurer sa stabilité internationale grâce à un dollar fort et pour répondre à la compétition engagée par l'URSS.

Tous les éléments d'une puissance économique, financière, militaire et politique selon les critères classiques en relations internationales sont rassemblés dans la balance des paiements extérieurs. Cette balance des paiements offre un excellent baromètre pour évaluer les forces et les faiblesses du pays, et sa place dans le monde. Les États-Unis ont peu à peu franchi ces étapes, depuis la révolution industrielle jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et sont devenus une puissance à part entière. Leur balance des paiements négative pourrait-elle leur causer du tort, en leur faisant perdre ce statut ? Leur politique économique extérieure a résolu ce problème en dramatisant l'impact de leur déficit sur l'ensemble des pays alliés formant le « monde libre ». En cela, le gouvernement d'Eisenhower a désigné les responsables, l'Europe de l'Ouest et le Japon. Ces pays ont bénéficié à la Libération de l'aide américaine pour leur reconstruction d'après-guerre et affichent, à la fin des années 1950, des budgets excédentaires. Il est certain que le contexte de la guerre froide a favorisé cette dramatisation pour rassembler les pays du côté occidental, au sein du système multilatéral, face au bloc soviétique.

Néanmoins, depuis que la guerre froide est terminée, le déficit américain s'est encore aggravé sans que le monde, cette fois-ci entier, n'en pâtisse réellement. Pourquoi ? Le multilatéralisme a été réorganisé à l'aube des années 1960 pour que le risque représenté par ce déficit devienne le pivot du système. Dès lors, cette réorganisation a fait ses preuves. Le multilatéralisme s'est certes renforcé, mais en changeant paradoxalement le sens de l'intérêt mutuel ou encore celui de la réciprocité. Qui a envie d'être concerné par le déficit de la balance des paiements américaine ? C'est pourquoi ce déficit est devenu « impérieux », obligatoire, urgent, impératif pour tout un chacun. Il symbolise désormais l'intérêt mutuel, ce ciment qui rassemble tous les pays faisant partie du multilatéralisme depuis 1960.

Grâce au dollar, devenu monnaie internationale avec les accords de Bretton Woods en 1944 et les accords de la Jamaïque en 1976 (lesquels redéfinissent le FMI après la suspension de la convertibilité du dollar en 1971), les États-Unis ont pu rester au centre du multilatéralisme jusqu'à nos jours. Ils en sont le moteur, car le dollar est aussi la monnaie de réserve et la monnaie de référence pour le système monétaire international. Alors que les pays connaissant un déficit de la balance des paiements ont recouru, et encore aujourd'hui, au FMI, les États-Unis ont évité de le faire pour ne pas compromettre leur rang de puissance mondiale face à l'URSS. Bien que la guerre froide soit terminée, la situation n'a pas changé.

La réorganisation du système multilatéral par les deux présidents successifs, Eisenhower et Kennedy, s'est faite sous la forme de trois partages du fardeau. Le premier objectif a été d'amener les pays de l'Europe de l'Ouest à partager le fardeau de la stabilité monétaire internationale, à travers le FMI, l'OCDE et aussi avec les banques centrales européennes regroupées au sein de la Banque des règlements internationaux (BIS) à Bâle. Cela sans devoir contrôler leurs sorties de capitaux et d'or. En effet, ces deux catégories ont pesé lourd dans le déficit de la balance des paiements américaine. Elles illustrent le rôle des États-Unis en tant que banquier du monde et fournisseur de capitaux, les deux atouts d'une puissance mondiale. Mais les niches et paradis fiscaux n'ont pu être réduits ou même supprimés, ni par le gouvernement d'Eisenhower ni par celui de Kennedy. Ainsi, le partage du fardeau de la stabilité monétaire internationale est devenu un axe majeur pour maintenir la valeur fixe du dollar. Les États-Unis ont fait valoir le partage de la stabilité monétaire avec les pays industrialisés pour défendre le dollar fort, tout en fixant la recherche d'un équilibre raisonnable du déficit. Cela signifie que le but n'a jamais été celui de ramener la balance des paiements à un niveau zéro, comme l'ont espéré les pays alliés de l'Europe de l'Ouest. On a toujours cru que le dollar était sous-évalué alors que sa valeur fixée à 35 dollars l'once est restée inchangée depuis 1934, puis en 1945 et encore en 1960. Ces trois dates coïncident avec trois cycles économiques très différents les uns des autres, le premier est celui de la Grande Dépression, le second celui du rattrapage de l'après-guerre et le dernier, celui des Trente Glorieuses. Or les pays européens connaissent à cette dernière date un meilleur dynamisme économique, financier et industriel que les États-Unis. N'aurions-nous pas plutôt affaire à une « guerre des monnaies » depuis que les Européennes sont devenues convertibles ?

Toujours est-il que ces années ont correspondu à un renforcement de la relation transatlantique au sein du « monde libre », davantage encadré (ou *embedded* selon le terme anglais) dans les institutions multilatérales, c'est-à-dire au sein du FMI, du GATT et de l'OCDE. Toutefois, les Six ont marqué eux-mêmes les limites de la coopération transatlantique, en faisant valoir en certaines occasions leur point de vue, différent de celui des États-Unis, comme la volonté d'obtenir une nouvelle réforme monétaire internationale, la création du groupe des Dix au sein du FMI, le lancement d'une Europe monétaire. Cependant, l'atlantisme se renforce dans le cadre des deux *rounds* successifs, les Dillon et Kennedy Rounds organisés par le GATT – même si les conflits en coulisses sont importants – ainsi que dans le cadre de l'harmonisation des politiques de croissance au sein de l'OCDE. Cette volonté de réunir ces pays dans un même ensemble a permis de concrétiser l'idée de la « Nouvelle frontière » de Kennedy. Abolir les frontières entre les pays industrialisés qui, eux-mêmes, aideraient les

pays sous-développés à les rejoindre. Cette formulation reprend la définition de la Communauté atlantique, développée précédemment par Eisenhower et poursuivie par Kennedy. Ainsi, « le partage du fardeau » d'Eisenhower et « le partenariat atlantique » de Kennedy se situent dans une même ligne de la politique extérieure des États-Unis, c'est-à-dire le renforcement d'une « alliance de raison » avec l'Europe de l'Ouest.

Cependant, ce nouveau cadre diplomatique repose sur un équilibre ambigu : les pays industrialisés sont considérés à égalité avec les États-Unis et ces derniers renforcent leur hégémonie par le biais du déficit de leur balance des paiements, puisque tout le monde est impliqué dans sa réduction qui est impérative. Cette coopération atlantique a ainsi intégré ce « déficit impérieux », pour reprendre le titre de l'ouvrage de David P. Calleo, *L'Économie impérieuse*, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Les États-Unis ont assez dramatisé leur déficit pour que l'Europe de l'Ouest adhère au nouveau schéma des relations internationales économiques qui a pris forme dans le cadre multilatéral en ce début des années 1960. Quant à la réforme du système monétaire international promise par les États-Unis et confiée à l'Europe de l'Ouest, elle n'a pas eu lieu. Le secrétaire du Trésor, Douglas Dillon, n'en a pas voulu, contrairement au président Kennedy. Rien ne doit être entrepris par les États-Unis au sein du FMI, au risque de révéler leur faiblesse au monde entier. Cet argument s'inscrit dans la politique de défense du dollar pendant la guerre froide.

280

Le deuxième partage du fardeau, la relance des exportations et de la croissance, a été considéré par le gouvernement américain comme le fer de lance de sa politique extérieure pour remettre en circulation les dollars stockés par l'Europe de l'Ouest. Ces pays européens affichent alors des balances de paiements excédentaires. Les remettre en circulation servirait à maintenir le volume monétaire à un niveau raisonnable, comme celui du déficit américain, sans devoir actionner la planche à billets, ce qui aurait déclenché l'inflation. Ce sont les institutions multilatérales qui ont géré cette relance : le GATT pour accroître la libéralisation des échanges et l'OCDE pour augmenter la croissance des pays industrialisés. Le but était de parvenir à dynamiser l'ensemble des économies dont l'interdépendance aurait relancé l'économie américaine.

Les États-Unis ont en effet misé sur les exportations comme un moteur de la croissance économique pour maintenir leur déficit à un niveau supportable. Les exportations américaines ont permis jusque-là de couvrir toutes les dépenses publiques et privées comprises dans la balance des paiements internationaux. Mais les États-Unis en sont devenus totalement dépendants pour couvrir leurs dépenses dignes d'une puissance mondiale. La question est alors celle-ci : une puissance peut-elle dépendre autant de ses exportations ? L'idéal pour un pays serait d'obtenir l'équilibre des bénéfices tirés à la fois de la consommation

intérieure et des exportations, pour obtenir de l'argent frais. Comment relancer alors l'économie américaine ? À la fois par la demande intérieure et par l'offre extérieure. Un dollar fort ne risque-t-il pas de contrarier les exportations ?

En effet, les États-Unis ont commencé à voir leurs importations augmenter très régulièrement et leurs exportations baisser. Cependant, dans les années 1960, le solde commercial reste positif. Cela signifie que l'économie américaine ne satisfait plus la demande et que les produits américains sont moins compétitifs. Cette économie est-elle en train d'opérer la conversion vers la haute technologie ? D'après Christophe Lécuyer, le terme de haute technologie est réservé au début des années 1960 aux nouvelles technologies développées pour l'armée américaine, comme l'aérospatiale, l'électronique, les semi-conducteurs, les instruments scientifiques et le système informatique¹⁷. Toutefois, « l'avance américaine sur le marché mondial dans les secteurs des biens d'équipement électroniques de haute technologie et des matières synthétiques où s'effectuait la recherche intensive fut la plus grande dans les années 1950 avant de s'éroder progressivement pendant les années 1960¹⁸ ».

De plus, sous la présidence de Kennedy, le capitalisme financier émerge déjà aux États-Unis, en coopération avec l'Europe de l'Ouest qui a apprécié ces arrivées de capitaux dans les années 1960 et non à partir des années 1980, comme on le dit habituellement. À leur tour, dans les années 1980, les pays européens ont connu ce passage du capitalisme industriel au capitalisme financier lorsqu'ils ont libéré les capitaux européens de tout contrôle, qui eux-mêmes ne s'investissent plus autant dans l'économie européenne.

Peut-on aussi affirmer que l'expansion économique européenne des années 1960 a permis de résoudre le déficit de la balance des paiements américaine puisque tel a été l'objectif ? Le solde commercial des États-Unis n'a jamais atteint les 5 à 7 milliards de dollars nécessaires pour couvrir les dépenses extérieures, à cause de l'augmentation des importations ainsi que de celle des dépenses gouvernementales, et ce, malgré la politique de rigueur.

Les États-Unis ont mis en place le troisième partage du fardeau avec le concours des pays industrialisés, l'aide au développement à destination des pays du Tiers Monde émergent, alors qu'il n'a pas représenté la part la plus importante de leurs dépenses gouvernementales. Cela s'est fait avec le concours de l'ONU, la CNUCED, le GATT, l'OCDE et son groupe de travail pour

17 Christophe Lécuyer, « Hautes-technologies et techniques de production aux États-Unis », dans Patrick Fridenson et Pascal Griset (dir.), *Entreprises de haute-technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.

18 Herman Van der Wee, *Histoire économique mondiale...*, op. cit., p. 169. D'après OCDE, *Gaps in Technology*, p. 293.

l'assistance au développement (DAG), et la CEE. Par ailleurs, pourrait-on faire un lien entre l'association des colonies de la France, de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Italie à la CEE, inscrite dans le traité de Rome en 1957, et l'annonce de ce partage du fardeau par Eisenhower en 1958 ? Ainsi, les trois parties du « monde libre », les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde s'inscrivent dans des relations triangulaires.

Dans le cadre de ce partage du fardeau, il s'agit d'encourager les pays en développement à adhérer au GATT et à participer au commerce mondial, grâce à leurs exportations de matières premières minérales ou agricoles. Cependant, ces pays, sous l'influence de l'URSS qui cherche à torpiller le GATT au cours de ces années, réclament la création parallèle de la CNUCED en 1964, pour que leur place au sein du commerce mondial soit mieux prise en compte. La guerre froide s'est invitée dans les négociations du GATT pour attirer ces pays du Tiers Monde soit dans le camp occidental, soit dans le camp soviétique.

282

Du côté du « monde libre » coexistent deux versions du développement, qui remplacent la prospérité en tant que pilier du multilatéralisme. La première repose sur l'avantage comparatif, c'est-à-dire sur la division internationale du travail que le GATT s'est employé à mettre en place. Les pays en développement favorisent alors leurs exportations de matières premières pour obtenir des devises étrangères, qui serviront à leur industrialisation, alors que certains produits tropicaux, minéraux et agricoles, comme le café et le cacao, puis le sucre, le plomb et le zinc, essentiels à l'économie de ces pays, ont été négociés hors du GATT, dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux. Ce modèle des exportations des années 1960 généralisé à l'ensemble du « monde libre » entre les trois parties, les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde, a-t-il été viable à l'infini, sans tenir compte des surproductions ? La réponse est contenue dans la division internationale du travail. Le GATT a aussi intégré des mesures spéciales pour favoriser le développement de ces pays. La deuxième version du développement est bilatérale : les États-Unis établissent des relations bilatérales dans le cadre du *Foreign Aid*, la CEE dans celui du Fonds de développement européen (FED) et chaque pays européen entretient des relations bilatérales avec leurs anciennes colonies.

La théorie de développement de Walt W. Rostow, sur les étapes de la modernisation, ne s'est pas appliquée au niveau multilatéral, comme on aurait pu s'y attendre. La Corée du Sud l'a plus ou moins reprise¹⁹. La théorie du développement de Raúl Prebisch, mettant au point la substitution des

19 Dominique Barjot, « Le développement économique de la Corée du Sud depuis 1950 », *op. cit.*, p. 1-51 ; Taey-Gyun Park, « W.W. Rostow et son discours sur l'économie en Corée du Sud dans les années 1960 », *Histoire, Économie et Société*, n° 2, 2006, p. 281-289.

importations, a été appliquée à petite échelle, par exemple dans le cadre de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) de l'ONU. Mais elle n'a pas donné les résultats escomptés en Amérique latine à cause de l'instabilité politique. Des années 1950 aux années 1970, d'autres pays l'ont néanmoins expérimentée, par exemple l'Inde.

Cette étude a aussi mis en lumière un aspect nouveau au cours de cette période. Jusqu'à présent, on considère que la période des Trente Glorieuses, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe de l'Ouest, a été marquée par le keynésianisme. Or la politique monétaire et fiscale, suggérée par Eisenhower et mise en place par Kennedy, s'éloigne des principes keynésiens habituels. Il existe alors une sorte de décalage entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest au niveau de la politique économique : l'Europe est keynésienne, à l'exception de l'Allemagne et de la Suisse, car elle impose le contrôle des capitaux européens, mise sur les dépenses publiques pour le bénéfice de l'économie et favorise l'État-providence ; les États-Unis classico-keynésiens ou néo-keynésiens maintiennent la liberté de mouvement des capitaux américains, réduisent les dépenses gouvernementales et prônent la baisse des impôts. Et surtout pratiquent une politique monétaire misant sur le dollar fort, lié au volume de la masse monétaire en circulation.

Cette politique s'inscrit dans la théorie néo-libérale de Milton Friedman, qui se situe à l'opposé de la théorie de Keynes. De même, les États-Unis ont mené une politique fiscale en accord avec leur situation nationale, c'est-à-dire en maintenant les taux d'intérêt élevés afin de limiter la production de nouveaux billets, réduire les crédits et, pour cela, limiter les hausses de prix et de salaires. Néanmoins, il faut dissocier les taux d'intérêt à court terme qui sont élevés et les taux d'intérêt à long terme qui sont bas. D'où vient cette orientation néo-libérale des États-Unis qui apparaît bien avant la guerre du Vietnam et bien avant les années 1970 ? Habituellement, on la situe après la crise pétrolière et surtout à partir des années 1980.

Il existe une remarquable continuité d'un président à l'autre, qui est celle d'une politique monétaire et fiscale conservatrice, pour maintenir un dollar fort. C'est le département du Trésor qui a prôné et mis en place cette approche monétariste. Cette continuité n'est pourtant pas mise en évidence par les économistes James Tobin et Murray L. Weidenbaum²⁰. Ces derniers reconnaissent toutefois : « la macro-économie du CEA de 1961, que les médias populaires ont appelé "la Nouvelle économie", est alors le courant néo-keynésien de la profession²¹ ». Ces économistes ont été appelés « fiscalistes », de tendance keynésienne, en

²⁰ James Tobin et Murray Weidenbaum (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

²¹ *Ibid.*, p. VIII.

opposition aux « monétaristes », comme Milton Friedman. Néanmoins, James Tobin et Robert Solow ont souligné que ce courant existait depuis les années 1950. « Bien avant les années 1960, la synthèse néo-classique néo-keynésienne reconnaissait les mesures monétaires comme égales aux mesures fiscales dans la stabilisation d'une demande agrégée²² ».

Le gouvernement de Kennedy a appliqué la politique néo-libérale monétariste dès 1961, en suivant les conseils de son prédécesseur qui lui a remis une feuille de route et aussi ceux du secrétaire du Trésor, le républicain Douglas Dillon. Kennedy n'a donc pas mis en place une politique keynésienne au cours de son mandat, comme on peut le lire souvent dans la littérature. Par exemple : « la politique économique américaine dans les années 1960 a été dominée par le keynésianisme avéré des présidents Kennedy et Johnson, et de leurs conseillers économiques, Walter Heller, James Tobin, Gardner Ackley, Arthur Okun, et John K. Galbraith²³ ». Les conseillers économiques de tendance keynésienne ont été justement mécontents de Kennedy qui a fait le choix du dollar fort plutôt que celui de l'économie américaine. Toujours est-il que Douglas Dillon a exercé une grande influence auprès de Kennedy, au point de définir lui-même la politique monétaire fiscale et monétaire des États-Unis.

284

Cette politique monétaire implique avant tout de réguler la masse monétaire par la monnaie. C'est la croissance économique qui régule les taux d'intérêt, les salaires et les prix, pourrait-on dire. Pour maintenir le dollar fort, il est nécessaire, selon la thèse néo-libérale, d'assurer une bonne circulation des liquidités internationales en dollars, pour ne pas augmenter le volume monétaire. Par conséquent, la régulation de ce volume passe par la croissance économique, ce qui permet d'éviter l'inflation. Donc, en ces temps de fluctuations du dollar, pour ne pas favoriser l'inflation qui est l'objectif majeur dans cette politique néo-libérale, il faut éviter à la fois les hausses des prix et les augmentations des salaires. Mais le pouvoir d'achat de la monnaie permet à l'économie de ne pas connaître d'inflation et de maîtriser le volume monétaire. Cette logique reflète la théorie de Friedrich von Hayek, économiste néo-libéral. De même, les taux d'intérêt élevés évitent l'abus des crédits offerts par les banques et incitent à épargner. Une politique keynésienne prône au contraire des taux d'intérêt bas pour favoriser la consommation et les investissements, et déconseille vivement la thésaurisation. Même si M. Friedman, autre économiste néo-libéral, conseille la solution des taux de change flottants, le dollar peut ainsi être maintenu à un taux de change fixe par rapport à l'or grâce à un ajustement du volume

22 *Ibid.*, p. 5.

23 Daniel Stedman Jones, *Masters of Universe, Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2010, p. 197.

monétaire par les taux d'intérêt élevés, par la maîtrise des salaires et des prix, sans connaître de dévaluation ni d'inflation à domicile. Or les exportations sont en général pénalisées par une monnaie forte, car les produits coûtent plus cher aux pays importateurs, sauf si on maintient la valeur du dollar stable et fixe, ce qui à cette époque a convenu à tout le monde, en particulier, aux Européens.

À la fin de son mandat présidentiel, le républicain Eisenhower a opté pour une politique monétaire et fiscale différente, mais il n'a pas eu le temps de l'appliquer dans son intégralité. C'est pourquoi il l'a recommandée à son successeur. Kennedy, démocrate, a visé la stabilité des prix et des salaires, et a pratiqué des taux d'intérêt élevés (principalement ceux à court terme) pour réduire la masse monétaire en circulation et maintenir la valeur du dollar. Cette politique s'apparente davantage à une « synthèse néo-classique néo-keynésienne ». Cependant, les idées néo-libérales issues de l'économiste Hayek circulent depuis la fin de la guerre et les idées monétaristes de l'économiste Milton Friedman depuis la fin des années 1950. Pourrait-on considérer que John F. Kennedy et Douglas Dillon ont été influencés par ces idées néo-libérales et monétaristes ?

En 1960, Milton Friedman publie un ouvrage *A Program for Monetary Stability*, qui est le résultat d'une recherche demandée par le président Eisenhower dans son *Discours sur L'état de l'Union*²⁴ en janvier 1957. Celui-ci suggère de mettre en place une nouvelle Commission monétaire : « pour réexaminer notre monnaie et la structure bancaire, évaluer ce qui marche et ce qui ne marche pas, et soumettre un rapport pour l'améliorer²⁵ ». Eisenhower a déjà eu l'idée d'adapter la politique monétaire américaine alors qu'il est élu pour un second mandat présidentiel sur le programme de « paix et prospérité ». Quels sont les éléments qui ont motivé cette demande précise, faite probablement en accord avec le département du Trésor ? En 1956, l'économie américaine a commencé à montrer des signes de ralentissement à cause des pressions inflationnistes, et le gouvernement a cherché à la relancer en augmentant le taux d'escompte²⁶. De même, le niveau du déficit de la balance des paiements américaine a doublé entre 1950 et 1956, pour se situer à 1,5 milliard de dollars. Les sorties des capitaux américains sont plus élevées en 1956 qu'en 1955. Au niveau international, la crise de Suez a renchéri provisoirement le pétrole. L'année 1956 coïncide avec la nouvelle compétition entre les deux blocs dans le cadre de la « coexistence

24 New York, Fordham University Press, 1960.

25 James Washington Bell, « Review of *a Program for Monetary Stability*, by Milton Friedman », *The Journal of Finance*, vol. 16, n° 1, mars 1961, p. 135.

26 Banque des règlements internationaux, *Vingt-septième rapport annuel, 1^{er} avril 1956-31 mars 1957*, Bâle, 3 juin 1957 [en ligne : https://www.bis.org/publ/arpdf/archive/ar1957_fr.pdf], consulté le 8 février 2015.

pacifique» lancée plus tôt en février 1956 par Khrouchtchev. Peut-être est-ce l'addition de tous ces facteurs qui a poussé Eisenhower à répondre par une autre politique afin de conserver un dollar fort ? Les groupes de recherche américains alors sollicités ont publié leurs conclusions entre 1960 et 1961.

286

C'est dans ce contexte que l'économiste américain Milton Friedman a développé sa thèse, avec le National Bureau of Economic Research (NBER) et le Groupe de travail sur la monnaie et la banque de l'université de Chicago, où il travaille ainsi que Friedrich Hayek. Le résultat de son travail est publié en 1960, et a été commenté par les revues scientifiques économiques dès sa sortie. Ces revues ont reconnu que cet ouvrage exposait des idées bousculant celles communément admises. La thèse de Friedman postule de chercher la stabilité de la monnaie et non plus celle de l'économie intérieure. Celui-ci déclare : « l'échec du gouvernement à fournir un cadre monétaire stable a été un grand, si ce n'est le plus grand, facteur comptant pour nos véritables inflations et dépressions sévères (p. 9)²⁷ ». Pour cela, la solution est de fixer un taux de croissance de la masse monétaire qui protégerait l'économie des récessions. Friedman intègre les thèses de Von Hayek qui s'appuient sur la crise de 1929, mais les complète, pour ainsi dire, en prenant pour terrain d'application théorique l'économie américaine en 1960. Ainsi : « en proposant des mesures de réforme, l'auteur examine notre monnaie et la structure du crédit actuelles pour voir comment cela marche, le rôle que le gouvernement devrait jouer, et quels critères devraient guider l'utilisation des pouvoirs accordés aux autorités monétaires²⁸ ». Quelles sont ces mesures ?

Dans son ouvrage, Friedman propose de favoriser les opérations en *open-market* comme seul instrument de contrôle monétaire, et de supprimer tous les autres outils utilisés par la Réserve fédérale, pour mieux contrôler l'offre, l'utilisation et le coût du crédit. Le but serait de contrôler les taux d'intérêt à court terme et, par conséquent, le volume monétaire (soit en l'augmentant, soit en le réduisant selon la conjoncture). Les taux d'intérêt à court terme pendant le mandat de Kennedy sont en effet élevés pour ne pas favoriser la hausse du crédit, alors que les taux d'intérêt à long terme sont bas pour relancer la croissance. Le département du Trésor, avec l'aide de la Réserve fédérale (Fed), a été très actif pour obtenir ce résultat, comme on peut le voir : « [...] la Fed "faisait le twist", simultanément des opérations en *open-market* en achetant des titres sur le marché à long terme et en vendant ceux à court terme pour essayer de baisser les taux d'intérêt à long terme dans le but d'encourager les investissements et

27 Lawrence S. Ritter, « Review of *A Program for Monetary Stability*, by Milton Friedman », *The American Economic Review*, vol. 50, n° 4, septembre 1960, p. 765.

28 James Washington Bell, « Review of *A Program...* », art. cit., p. 136.

la croissance, et pour pousser les taux d'intérêt à court terme vers le haut afin d'enrayer les sorties d'or²⁹ ».

Puis, Friedman suggère d'aller plus loin en supprimant le niveau des réserves d'or américaines fixé à 25 % et de s'affranchir des influences extérieures en abolissant le taux de change du dollar à 35 dollars l'once d'or. Il propose aussi de fixer le stock de monnaie lié au niveau des prix à 4 % par an, afin d'atténuer les fluctuations économiques importantes ainsi que les moins importantes. « Avec l'adoption de ces réformes, Friedman pense que nous serions assurés contre les troubles monétaires importants, notamment de réduire l'incertitude et l'instabilité monétaires, et que ces réformes offriraient une plus grande portée à l'initiative privée et à l'entreprise dans la répartition du capital³⁰ ».

N'est-ce pas le but recherché par les gouvernements américains, la stabilité monétaire, surtout au niveau international ? Mais, pour cela, celle-ci doit s'établir aussi au niveau national, ce qui implique le choix en politique économique de cette régulation du volume monétaire par la maîtrise des prix et des salaires. De même, les mesures radicales de Milton Friedman concernant le taux de change du dollar et le niveau de réserves vont droit au but, faisant fi des liens extérieurs avec les pays alliés. C'est ce que fera Richard Nixon en 1971 à cause du nouveau déficit commercial des États-Unis, en suspendant la convertibilité du dollar en or.

La politique monétariste de Friedman en 1960 a répondu à une demande du président Eisenhower en 1957 pour améliorer la position du dollar. Elle est comme taillée sur mesure lorsqu'on les examine à la lumière des problèmes monétaires et fiscaux que connaissent les États-Unis de la fin des années 1950 au début des années 1960. Elle répond aussi au souci de la position de la puissance américaine en temps de guerre froide.

Comment Kennedy ou Dillon ont-ils pris connaissance de cette thèse néo-libérale de Friedman qui va à l'encontre des mesures préconisées par Keynes ? On peut suggérer trois pistes en ce qui concerne Kennedy : sa grande curiosité pour les nouvelles idées, la transmission de ce travail par les services du gouvernement puisque c'est une commande d'Eisenhower et sa grande relation d'amitié avec Barry Goldwater, sénateur républicain depuis 1952 et membre de la société du Mont-Pèlerin fondée par Hayek. Cette société a pour but de diffuser les idées néo-libérales. Barry Goldwater est le premier politicien, avec Ronald Reagan, à avoir introduit ces idées au sein du parti républicain. Aurait-il influencé Kennedy sur la politique monétaire et fiscale dans le sens néo-libéral ?

29 Bernard S. Katzet C. Daniel Vencill, *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996, p. 112. Par ailleurs, le président George Bush a décerné à Douglas Dillon la médaille de la Liberté en 1985.

30 *Ibid.*, p. 137.

Quant à Douglas Dillon, lui aussi républicain, Barry Goldwater l'a certainement côtoyé plus d'une fois dans les cercles politiques. Il a considéré Von Hayek comme son philosophe politique et a souhaité « un gouvernement qui prenne ses responsabilités pour maintenir un climat monétaire et fiscal stable, encourager une économie libre et compétitive, et renforcer la loi et l'ordre³¹ ». De même, il a publié un ouvrage grand public présentant les idées néo-libérales, *The Conscience of a Conservative* (« *La conscience d'un conservateur* ») en avril 1960, deux mois après la publication de *The Constitution of Liberty* (« *La constitution de la liberté* ») par Von Hayek et, probablement, quelques mois après celle de Friedman, *A Program for a Monetary Stability* (« *Un programme pour une stabilité monétaire* »). Ce dernier a été aussi le conseiller économique de Barry Goldwater dans les années 1960³². Nul doute que cette circulation des idées néo-libérales a fini par être connue soit par le président Kennedy, soit par le secrétaire du Trésor Dillon, ou les deux à la fois.

288

John Kennedy a donc suivi la voie néo-libérale, ou plutôt la voie monétariste, pour sa politique monétaire et fiscale au niveau international, pour partager ce fardeau du dollar fort avec l'Europe de l'Ouest au sein des institutions multilatérales, comme le FMI et l'OCDE. Cependant, il est important de distinguer deux niveaux politiques au sein du gouvernement de Kennedy : l'un international, qui favorise l'approche néo-libérale pour un dollar fort et, l'autre national, qui applique la politique keynésienne pour améliorer la société, pour relancer la demande intérieure. Il a mis en place un programme social fort ambitieux, comme l'augmentation du salaire minimum, l'extension du nombre de bénéficiaires des allocations chômage, l'amélioration de la retraite pour encourager les travailleurs à s'arrêter plus tôt, la construction des logements sociaux, le *Medical Care* (projet d'assistance médicale gratuite aux personnes âgées), les droits civiques pour les Afro-américains, la lutte contre la pauvreté comme dans les Appalaches, les aides pour l'école publique et le lancement de construction d'infrastructures. Mais tout n'a pu être réalisé faute d'accord du Congrès.

Kennedy a néanmoins opté en 1962 pour la baisse des impôts dans la lignée néo-libérale (à l'époque recommandée par les néo-keynésiens), qui a été concrétisée après son assassinat. Ronald Reagan, alors président, s'est plu à le rappeler au grand dam du parti démocrate, lorsque lui aussi prit cette mesure. La différence entre les deux présidents est que Kennedy a appliqué le néo-libéralisme plutôt au niveau international, dans le but d'atténuer le mieux

31 Alan Ebenstein, *Friedrich A. Hayek : A Biography*, London, Macmillan, 2014, p. 207.

32 Daniel Stedman Jones, *Masters of Universe...*, *op. cit.*, p. 108-109. Il n'est pas précisé si c'est avant la candidature à la présidence de B. Goldwater en 1964.

possible les conséquences du déficit américain dans le contexte de la guerre froide, alors que Reagan l'a appliqué au niveau national dans sa totalité. C'est pourquoi la politique du gouvernement de Reagan est aisément qualifiée de néo-libérale. Les mesures néo-libérales au niveau national, et surtout sur le plan social, ont été peut-être considérées comme trop radicales en ces temps keynésiens des années 1960, comme l'introduction des règles du marché dans la société. Elles ne correspondent pas non plus à la vision de Kennedy. Encore une fois, Edward Guderman, le sous-secrétaire du Trésor, l'a bien situé : « Le président semble être une combinaison de conservatisme quand il s'occupe des problèmes économiques et de progressisme pour les problèmes sociaux. Je peux vous assurer que sur le commerce, l'économie et les affaires, il est plus conservateur que beaucoup au gouvernement³³ ».

Mais la relance des exportations et de la croissance économique mise en place par le gouvernement américain est-elle néo-libérale ou keynésienne ? Ou serait-elle un mélange des deux pour tenter de trouver une solution adéquate ? C'est une politique commerciale conduite par l'État pour influencer le commerce extérieur, pour inciter à une plus grande libéralisation des échanges par le biais du GATT. En ce qui concerne la division internationale du travail au GATT, signalons que l'économiste Gottfried Haberler qui a remis le rapport en 1958, est membre la société du Mont-Pèlerin depuis 1951, comme Milton Friedman. Quant à l'OCDE, elle planifie le taux de croissance à 50 % de 1960 à 1970 pour un plus grand dynamisme économique, ce qui relève d'un certain interventionnisme. Tout cela sert l'accroissement des échanges extérieurs sur le mode d'un renforcement du libre-échange. En effet, les négociations commerciales des années 1960 visent à réduire au maximum les obstacles et les discriminations aux échanges, surtout entre les pays industrialisés. On retrouve alors l'essence du multilatéralisme qui est un compromis entre le libéralisme et l'interventionnisme³⁴.

Pourtant, en 1972, le Tokyo Round élargit les compétences du GATT, en introduisant la libéralisation des transports aériens civils. Désormais, le GATT ne se cantonne plus à la réduction des droits de douane, objectif poursuivi depuis 1947, et considère la libéralisation sectorielle comme favorisant le commerce mondial. Le Tokyo Round introduit pour la première fois les idées néo-libérales qui se traduisent par la volonté de privatiser les secteurs pour renforcer leur compétitivité. En 1976, le FMI introduit aussi les principes néo-libéraux dans les nouveaux accords de la Jamaïque, après la suspension

33 NA, RG 40, EG : Lettre à E. Penn Brooks, d'Edward Guderman, 23 mars 1962.

34 Voir la définition complète dans Régine Perron, *Histoire du multilatéralisme...*, op. cit., p. 122-123.

de la convertibilité du dollar en or décidée par Nixon en 1971. À cette date, la balance commerciale est devenue négative, confirmant la difficulté d'augmenter les exportations depuis 1961-1962. Ces accords ont entériné le dollar comme monnaie internationale, mais sur le mode du taux de change flottant, comme l'a préconisé plus tôt Friedman. Ce dollar devient lui-même la monnaie de référence (pour le change).

Le système monétaire international a ainsi abandonné l'étalon-or. Les États-Unis ont écarté le danger créé par le niveau de leurs réserves en or tout au long de la décennie 1960. Ils n'ont désormais plus l'obligation de garantir la conversion du dollar en or, selon les règles des accords de Bretton Woods. En 1976, cette épée de Damoclès au-dessus des États-Unis a officiellement disparu. Elle est, dans les faits, déjà supprimée depuis 1973 avec l'établissement des taux de change flottants qui ne se réfèrent plus à l'or. De même, le FMI n'a plus les fonctions de garde-fou du système monétaire international, en n'intervenant plus dans la prévention des déficits de balance de paiements et en ne contrôlant plus les taux de change. Au début des années 1970, les deux principales institutions multilatérales, gérant les affaires économiques, introduisent le néo-libéralisme dans leurs orientations et recommandations au niveau international. Et non pas dans les années 1980, comme cela est établi.

290

Le néo-libéralisme s'est d'abord diffusé progressivement au niveau international dans les institutions multilatérales au début des années 1960. En effet : « [...] la contribution universitaire originale aux questions de commerce international et d'aide étrangère [est venue] des quatre intellectuels clés et discrets de la société du Mont-Pèlerin. Gottfried Haberler, Peter T. Bauer, Karl Brunner and Deepak Lal étaient parmi les experts clés de l'économie internationale et du développement³⁵ ».

Gottfried Haberler a dirigé le Comité d'experts au GATT pour rendre son rapport en 1958, qui a insisté sur la promotion des exportations contrairement à la thèse de Prebisch-Singer formulée en 1950. À ce moment-là, le GATT a pris aussi en considération cette dernière thèse. Mais la promotion des exportations dans le cadre de la division internationale du travail, recommandée par le rapport Haberler, l'a emportée³⁶. Haberler s'est particulièrement impliqué à critiquer la thèse de Prebisch-Singer, en la considérant comme empirique et « a été parmi les économistes du jour sur le commerce qui a pesé de tout son poids dans la controverse »³⁷. La thèse de la modernisation de Rostow ne

35 Philip Mirowski et Dieter Plehwe, *The Road from Mont Pelerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. 33.

36 John Toye et Richard Toye, *The UN and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e ed., 2004.

37 Philip Mirowski et Dieter Plehwe, *The Road from Mont Pelerin...*, op. cit., p. 358.

recueille pas non plus son adhésion. Peut-être est-ce la raison pour laquelle la thèse de Prebisch-Singer a été peu diffusée ainsi que celle de Walt Rostow dans le cadre du « monde libre » ? C'est une piste de recherches intéressante à développer, comme le font remarquer Philip Mirowski et Dieter Plehwe : « La constitution d'un puissant cadre néo-libéral dans la politique et l'économie de développement plusieurs décennies auparavant (avant la décennie 1980) reste ignorée³⁸ ». L'application des principes néo-libéraux au GATT en 1972 et au FMI en 1976 ne surprend plus autant. Puis, au début des années 1980, on assiste à l'adoption du néo-libéralisme au niveau national, en particulier par les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Il est ainsi intéressant de saisir la filiation des idées en politique économique depuis la présidence de John F. Kennedy jusqu'à celle de Ronald Reagan, dans un contexte multilatéral.

Peut-on parler alors d'une période multilatérale keynésienne pendant les Trente Glorieuses³⁹ ? Elle l'est pour l'ensemble des pays de l'Europe de l'Ouest (à quelques exceptions près) et elle se vérifie à moitié pour les États-Unis. Ces derniers n'ont pas incité les Européens à opérer le même changement en politique économique, car leur expansion économique est à la fois une assurance pour l'économie américaine, en particulier au niveau des investissements, et une vitrine face au monde soviétique. Ce sera après les crises pétrolières que l'Europe de l'Ouest commencera à remettre en cause la politique économique fondée sur l'État-providence. C'est en effet le contexte de cette nouvelle crise qui favorisera les thèses néo-libérales au niveau des politiques nationales à partir du début des années 1980, alors qu'elles reposent sur les analyses de la crise de 1929 pour Von Hayek et sur les mesures à prendre pour résoudre le déficit de la balance des paiements américaine en 1960 pour Friedman. Malgré tout, cela reste dans le cadre du multilatéralisme qui, lui, s'adapte avec flexibilité aux nouvelles thèses à intégrer et à diffuser.

La diplomatie économique des États-Unis, en visant un renforcement du multilatéralisme, a-t-elle contribué à mettre sur le même pied d'égalité les trois partenaires (les États-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Tiers Monde) face à l'URSS ? Non, mais tous les pays industrialisés et les pays non industrialisés ont eu pour tâche de participer à la baisse du déficit de la balance des paiements américaine pour atteindre la stabilité nécessaire au « monde libre ». Les années 1960 ont fait entrer le « monde libre » dans l'ère du multilatéralisme. Quel est le devenir de la puissance américaine, de l'Europe de l'Ouest et du Tiers Monde, encadrés par ce système multilatéral ?

38 *Ibid.*, p. 240.

39 Régine Perron, *Histoire du multilatéralisme...*, *op. cit.*, p 88-92.

Pendant la guerre froide, les États-Unis ont essayé d'isoler l'URSS et ses pays satellites grâce au système multilatéral. Après la guerre froide, le multilatéralisme s'est étendu au monde entier une fois les frontières du bloc soviétique disparues. Aujourd'hui, les États-Unis tentent d'isoler la Chine, premier concurrent direct, en essayant de conclure un traité transatlantique de libre-échange avec l'Union européenne et un traité trans-pacifique de libre-échange avec les pays d'Asie et du Pacifique (d'après la configuration de l'Asia-Pacific Economic Cooperation, APEC – mais sans la Chine). Ils tentent aussi de faire adopter un traité de libre-échange qui engloberait toute l'Amérique, du Nord au Sud, et qui pourrait remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Avec l'Afrique, il existe déjà un traité de libre-échange depuis 2000 voté par le Congrès américain, restreint aux hydrocarbures et au textile (*African Growth Opportunities Act*, AGOA), et en cours de renouvellement.

292

Les États-Unis ont initié ces traités après l'échec du dernier cycle de Doha de l'OMC et se concentrent sur la création de ces accords bilatéraux avec les ensembles régionaux. Toutefois, ces traités risquent de mettre en danger la construction du système multilatéral reposant sur les institutions internationales et régionales : ces accords sont négociés en dehors de l'OMC et au détriment de la réciprocité ; ces accords englobent l'intégration régionale dans un espace plus large qu'est la zone de libre-échange. Cette dernière supprime les frontières pour les marchandises, mais ne poursuit pas l'objectif d'une entité régionale politique. L'intégration régionale risque alors de céder la place à la zone de libre-échange, qui reste le modèle préféré des États-Unis depuis 1947. Cependant, le commerce mondial sur lequel repose le multilatéralisme semble peut-être connaître un tournant depuis peu. « Parce qu'il est structurel, parce qu'il reflète le changement de modèle de la production internationale, le ralentissement du commerce mondial devrait persister dans les prochaines années et tirer la croissance à la baisse⁴⁰ ». Serait-ce la fin annoncée de ce système multilatéral existant depuis 1945, et qui a changé dans la première moitié des années 1970 ?

La Chine sera-t-elle isolée par ces traités bilatéraux dans le système multilatéral comme l'URSS l'a été pendant la guerre froide ? Au niveau de l'ONU, elle est déjà très présente et active avec le droit de veto au Conseil de sécurité et elle est soutenue par les pays en développement de l'Assemblée générale. Par ailleurs, elle est membre de la Commission des droits de l'homme. À l'OMC, bien que puissance économique, elle se situe en retrait derrière l'Inde et le

40 Claire Guélaud, « Commerce mondial : la fin de l'âge d'or. Le ralentissement des échanges mondiaux s'explique par des évolutions structurelles, notamment en Chine », *Le Monde*, 21 novembre 2014.

Brésil, et est inscrite dans la catégorie des pays en développement. Au sein du FMI, elle participe au niveau des quotes-parts, mais a réclamé que le yuan soit pris en compte dans le paquet de devises pour les Droits de tirage spéciaux, alors que sa monnaie n'est pas totalement convertible. Cela a été fait en 2015. La Chine cherche en effet à internationaliser le yuan pour contrer la position du dollar. Par exemple, elle l'impose dans les échanges internationaux avec la Russie et les pays africains. Par ailleurs, la réforme des droits de vote au FMI, annoncée en 2010, obtenue par le G20 et en particulier par les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), pour prendre en compte leur évolution économique, est toujours bloquée. Les États-Unis ne l'ont pas encore présentée au Congrès. Au niveau économique, la Chine est la deuxième puissance après les États-Unis ; au niveau financier, elle est devenue la créancière du monde avec son matelas de protection en dollars ; au niveau militaire, elle modernise son armée avec un budget triplé ; au niveau politique, elle exerce son influence sur la diplomatie via le commerce, l'économie⁴¹. La politique extérieure de la Chine est notamment dirigée contre les États-Unis et remet en cause leur domination dans les institutions multilatérales.

La Chine a aussi établi des liens économiques et financiers avec ses pays voisins asiatiques, l'Afrique et l'Amérique latine. En réponse à cet objectif de son isolement par les États-Unis, elle vient de créer la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), qui s'ajoute à la Banque de développement créée par les BRICS. L'AIIB a pour objectif de permettre aux régions de l'Asie-Pacifique de s'affranchir du FMI et de la Banque mondiale, pour financer les projets d'infrastructures essentiels dans ces pays en développement.

C'est, en tout cas, un coup dur pour les États-Unis. Au-delà de leur incapacité à empêcher des nations européennes de rejoindre l'AIIB, se profile surtout la remise en cause d'une architecture financière mondiale dominée par Washington. [...] Quoi qu'elle en dise, la Chine est bien en train de s'employer à casser le monopole de ces institutions sous domination occidentale⁴².

Que va faire la Chine du déficit de la balance des paiements américaine toujours actuel ? Pour l'instant, elle garde les dollars dans ses caisses comme l'Europe de l'Ouest et le Japon l'ont fait dans les années 1960 jusqu'à la crise pétrolière. Elle constitue des réserves d'or pour s'assurer d'un risque d'un effondrement du système monétaire international fondé sur le dollar. Toutefois, la Chine est liée par ce déficit américain, car les États-Unis sont le principal importateur de

41 Régine Perron, « La Chine dans le multilatéralisme de 1971 à nos jours », *Géostratégiques*, n° 42, 2014, p. 57-80.

42 Gabriel Grésillon, « La Chine décidée à casser le monopole du FMI et de la Banque mondiale », *Les Échos*, 19 mars 2015.

produits chinois. D'où une diplomatie plus nuancée dans les coulisses à l'égard de ce partenaire aussi encombrant que nécessaire.

Jean-Louis Beffa, ancien dirigeant de Saint-Gobain, situe en effet les relations américano-chinoises sous cet angle : « D'un côté, la Chine maintient le financement des déficits budgétaires et commerciaux américains à un taux d'intérêt acceptable. De l'autre, les États-Unis maintiennent le dollar à un taux assurant la compétitivité des exportations chinoises sur le marché américain⁴³ ». Cependant, la Chine choisira-t-elle un jour de se séparer des dollars stockés ? Dans le cadre du système multilatéral, il est néanmoins difficile de miser sur une initiative des États-Unis visant l'isolement de la Chine, comme cela a pu être le cas pour l'URSS pendant la guerre froide.

⁴³ Jean-Louis Beffa, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015, p. 18.

GLOSSAIRE

Bilatéralisme : Accord exclusif entre deux pays. Ce système a longtemps caractérisé les régimes soviétique et nazi ; il a été particulièrement combattu par le département du Trésor des États-Unis en Europe de l'Ouest au lendemain de la guerre. Le risque d'un accord bilatéral est, pour l'un des partenaires, d'être confronté à l'insolvabilité de l'autre. De nos jours, on assiste à une recrudescence d'accords commerciaux bilatéraux en-dehors de l'OMC.

Coopération régionale (caractérisée soit par la zone, soit par l'association, ou encore par l'accord de libre-échange) : Elle est plus libérale que l'intégration régionale (voir ci-dessous). La zone de libre-échange ne s'occupe que de la suppression des barrières douanières et de la libre circulation des marchandises entre les pays membres. Pour cela, elle ne cherche pas à unifier les marchés nationaux en un seul, puisque ces pays membres gardent toute leur souveraineté nationale. Le modèle par excellence est l'Association de libre-échange du Nord de l'Amérique (ALENA).

Coopération internationale : Mode de relations diplomatiques entre les États au sein d'une organisation internationale, qui préserve leur souveraineté et leurs frontières nationales.

Intégration régionale (caractérisée par le Marché commun ou la communauté) : Elle vise à intégrer des marchés nationaux pour en former un seul, dans le cadre institutionnel d'une région. Ce mode atteint une homogénéité tant dans les normes adoptées par les pays membres que dans la cohérence de leurs politiques économiques. Cette intégration régionale, en général économique, est particulièrement caractérisée par la concession d'une partie plus ou moins importante de la souveraineté nationale des pays membres. Le modèle par excellence est l'Union européenne (UE).

Libéralisation : La libéralisation des échanges vise à les favoriser dans le sens d'un accroissement du libéralisme. Cela se traduit par une ouverture des échanges encore plus importante grâce à la baisse des tarifs douaniers et des obstacles invisibles.

Multilatéralisation : Il s'agit d'un concept né pour marquer la fin de la guerre froide et dépasser les antagonismes idéologiques. Il vise à expliciter le concept de mondialisation, très critiqué et vague, et par là même à le remplacer. Il précise en effet que le point de départ est le système multilatéral de 1945 à nos jours et que le mot *fin* n'est pas encore écrit. Il introduit aussi la question de l'interaction entre l'institution, l'État et le marché. Enfin, il induit que le capitalisme est en cours de mutation au cours de cette période, puisqu'il se démarque du capitalisme industriel du XIX^e siècle aux années de la Grande Dépression. Il met aussi en valeur la diffusion dans l'espace de ce système international, en partant des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest, vers l'Asie, le Pacifique, l'Afrique et le monde entier après 1989.

296

Multilatéralisme (aussi appelé « nouvel ordre économique mondial ») : N'étant pas une théorie économique, le multilatéralisme est une doctrine fondée sur un équilibre, ou une moyenne, entre le libéralisme d'Adam Smith et l'interventionnisme de John Keynes. Il a été conçu par Cordell Hull et son équipe après la crise de 1929 et pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein du gouvernement américain de Franklin D. Roosevelt. Il a été mis en place à partir de 1945 et s'appuie sur les institutions multilatérales (internationales, comme l'ONU, l'OMC, le FMI, l'OIT..., et régionales, comme l'Union européenne, l'Union africaine, le MERCOSUR, l'ASEAN, etc.). Ces institutions sont définies par des principes moraux : la non-ingérence, la non-discrimination et le respect des droits individuels. Les pays adhérant à ce système international sont liés par l'intérêt mutuel ou la réciprocité, afin de réaliser « l'ordre au-dessus du chaos » sur une base ternaire et égalitaire : la paix et la sécurité, la prospérité et le bien-être.

Régionalisme : Qualifie le mouvement qui cherche à organiser institutionnellement un groupe de pays, afin d'obtenir une certaine autonomie dans la gestion de leur région, que ce soit sur le mode de la coopération ou celui de l'intégration.

Stabilité/stabilisation : Mot-clé du multilatéralisme et objectif de la politique étrangère des États-Unis après-guerre. La stabilité s'obtient par paliers : la stabilité économique mène à la stabilité sociale puis à la stabilité politique.

Unilatéralisme : Il consiste à imposer aux autres pays des règles de jeu qui n'ont pas été négociées au niveau multilatéral (définition proposée par Jean-Marc Siroën, « L'unilatéralisme des États-Unis », *AFRI*, vol. 1, 2000, p. 570-582).

SOURCES

SOURCES MANUSCRITES

Publiques

Archives nationales des États-Unis, College Park (Maryland) :

- RG 40 General records of the Department of Commerce, 1960-1965
 Office of the Secretary, Luther Hodges
 Files of the Under-Secretary of Commerce, Edward Guderman
 Executive Office of the President
 Office of the Secretary, Executive Secretariat
 Office of the Assistant Secretary for Economic Affairs, Richard
 H. Holton
 Office of Business Economics
- RG 56 General records of the Department of the Treasury, 1960-1965
 George Willis Records
 Office of the Secretary, Douglas Dillon's Files
 Dillon/Fowler's Files
 Fowler Records
 Roosa Records
 Nelson Records

Archives de la bibliothèque John Fitzgerald Kennedy, Columbia Point, Boston :

- President's Office Files, Departments and Agencies :
- AID, 1961-1963
 - Bureau of the Budget, 1961-1963
 - Commerce, 1961-1963
 - Council of economic Advisers, 1961-1963
 - Special Representative for Trade Negotiations
 - Tariff Commission
 - Treasury, 1961-1963
- National Security Files
- Regional security Series: Europe

Departments and Agencies: AID, State, Treasury
Subjects: Balance of payments and Gold
Carl Kaysen Series: Balance of Payments, Business, Economic
Policy, Foreign Aid, Trade Policy.
Boards, Committees and Commissions: Council of Economic
Advisors, National Security Council
Theodore C. Sorensen's Papers

Archives de la Commission européenne, Bruxelles :

Commission européenne :

BAC 56/1980

Secrétariat exécutif :

Procès-verbaux de la Commission

Direction générale des Affaires (Relations) extérieures :

BAC 1/1967

BAC 3/1965

BAC 3/1978

BAC 11/1993

BAC 16/1967

Direction générale de l'agriculture :

BAC 12/1968

BAC 12/1972

Direction générale des affaires économiques et financières :

BAC 26/1969

BAC 79/1982

BAC 144/1992

BAC 129/1983

Direction générale du marché intérieur :

BAC 255/1980

Direction générale de la concurrence :

BAC 062/1980

Direction générale des pays et territoires d'outre-mer :

BAC 007/1968

BAC 015/1969

BAC 25/1980

Direction des échanges :

BAC 6-1966

Archives GATT en ligne et ouvertes au public depuis 2006 :

https://www.wto.org/french/docs_f/gattdocs_f.htm

Privées

Archives de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne :

Archives de Robert Marjolin : ARM

SOURCES PUBLIÉES

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1958.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1959.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1960.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, Washington, janvier 1961.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1962.

Economic Report of the President, Transmitted to the Congress, With the Annual Report of the Council of Economic Advisers, Washington, janvier 1963.

GATT, Multilateral Trade, The Uruguay Round, Group of Negotiations on Goods (GATT), Negotiating Group on Tropical Products, *Past Negotiations and Consultations in GATT on Tropical Products*, Note by the Secretariat, 20 février 1987.

GATT, *Le Commerce international en 1957-1958*, Genève, juillet 1959.

GATT, *L'Évolution du commerce international : Rapport d'un groupe d'experts*, Genève, GATT, 1958.

US Department of State, *Havana Charter for an International Trade Organization, Including a Guide to the Study of the Charter*, Washington, 1948.

US Bureau of Census, *Historical Statistics of the United States. Colonial Times to 1970*, Washington, 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- AARONSON, Susan A., *Trade and American Dream. A Social History of Postwar Trade Policy*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.
- ABDULQAWI, Yusuf, *Legal Aspects of Trade Preferences for Developing Countries. A Study in the Influence of Development Needs on the Evolution of International Law*, Leiden, BRILL, 1982.
- AGLIETTA, Michel et MOATTI, Sandra, *Le FMI, De l'ordre monétaire aux désordres monétaires*, Paris, Économica, 2000.
- ANDREWS, Stanley, *Agriculture and the Common Market*, Iowa State University Press, 1973.
- ARROUS, Jean, *Les Théories de la croissance. La pensée économique contemporaine (3)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- ARTAUD, Denise, *La Fin de l'innocence. Les États-Unis de Truman à Reagan*, Armand Colin, Paris, 1985.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, « La libéralisation des échanges intra-européens », in Richard T. GRIFFITHS, *À la découverte de l'OECE*, Paris, OCDE, coll. historique de l'OECE, 1997.
- ASBEEK BRUSSE, Wendy, *Tariffs, Trade and European Integration 1947-1957: From Study Group to Common Market*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- AZOULAY, Gérard, *Les Théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, PUR, coll. « Didact Économie », 2002.
- BAIROCH, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du XVII^e siècle à nos jours*, 3 tomes, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1997.
- BALDWIN, David A., *Economic Statecraft*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- BARJOT, Dominique, *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Paris, Éditions SEDES, 2007.
- BARJOT, Dominique (dir.), *Catching up with America. Productivity Missions and the Diffusion of American Economic and Technological Influence after the Second World War*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2002.
- BARJOT, Dominique, LESCENT-GILES, Isabelle et FERRIERE LE VAYER, Marc (de) (dir.), *L'Américanisation en Europe au XX^e siècle : Économie, Culture, Politique*, 2 vol., Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe du Nord-Ouest, Université Charles-de-Gaulle-Lille 3, 2002.
- BARJOT, Dominique et RÉVEILLARD, Christophe (dir.), *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002.

- BARTENEV, Vladimir, « L'URSS et l'Afrique noire sous Khrouchtchev : la mise à jour des mythes de la coopération », *Outre-mers*, vol. 94, n° 354-355, p. 63-82.
- BASTIDON-GILLES, Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés internationaux*, Paris, Armand Colin, 2010.
- BECKER, William H. et MCCLENAHAN, William M. Jr., *The Market, the State and the Export-Import Bank of the United States, 1934-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- BEFFA, Jean-Louis, *Les Clés de la puissance*, Paris, Éditions du Seuil, 2015.
- BITSCH, Marie-Thérèse et BOSSUAT, Gérard (dir.), *L'Europe unie et l'Afrique. De l'idée d'Eurafrrique à la Convention de Lomé I*, Actes du colloque 1^{er} et 2 avril 2004, Bruxelles/Paris/Baden-Baden, Bruylant/LGDJ/Nomos-Verlag, 2005.
- BLANQUE, Pascal, *Grammatica Economica. Lecture de Keynes, Friedman et Hayek*, Paris, Économica, 2012.
- BLED, Jean-Paul, JOUVE, Edmond et RÉVEILLARD, Christophe, *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe*, Paris, PUF, coll. « Major », 2013.
- BLOES, Robert, *Le Plan Fouchet et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970.
- BOCHET, Bernard, « Les produits primaires. L'Amérique latine et la Communauté Économique Européenne », *Tiers-Monde*, t. 5, n° 19, Amérique Latine – Europe, 1964, p. 403-426.
- BORDO, Michael D., « The Gold Standard, Bretton Woods and Other Monetary Regimes: A Historical Appraisal », *FRB Saint Louis - Review*, 1993, vol. 75, n° 2, p. 123-191.
- BORDO, Michael D., « The Bretton Woods International Monetary System: An Historical Overview », Washington DC, NBER, « Working Paper », n° 4033, 1992, p. 1-148.
- BORDO, Michael D. et EICHENGREEN, Barry, *A Retrospective on the Bretton Woods System*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BORDO, Michael, HUMPAGE, Owen F. et SCHWARTZ, Anna J., « Bretton Woods and the Decision to Intervene in the Foreign-Exchange Market, 1957-1962 », Cleveland, Federal Reserve Bank, « Working Paper », n° 06/09, 2006, p. 1-57.
- BORDO, Michael et SCHWARTZ, Anna J., *Strained Relations, US Foreign-Exchange Operations and Monetary Policy in the Twentieth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.
- BORDO, Michael, SIMARD, Dominique et WHITE, Eugene, « France and the Bretton Woods International Monetary System: 1960-1968' », in Jaime REIS (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London, MacMillan, 1995, p. 153-180.
- BOSSUAT, Gérard (dir.), *La France, l'Europe et l'aide au développement. Des traités de Rome à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013.

- BOUSSART, Jean-Marc et DELORME, Hélène (dir.), *La Régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- BRISSAC-FERAL, Claude, *La Politique américaine d'aide au développement : conflits entre le Président et le Congrès (1947-1979)*, Saint-Denis/Paris, Université de la Réunion/L'Harmattan, 2001.
- BURGIN, Angus, *The Great Depression. Reinventing Free Markets since the Depression*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- BUSSIERE, Éric, « La Banque de France et la réforme du système monétaire international : entre impératifs nationaux et solidarité des banques centrales européennes (1963-1968) », *Histoire, économie et société*, 1999, vol. 18, n° 4, p. 797-814.
- CAIRE, Guy, « L'URSS et l'aide économique au Tiers-Monde », *Tiers-Monde*, tome 1, n°4, 1960, p. 511-537.
- CALLEO, David P., *The Imperious Economy*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1982.
- CENCINI, Alvero, *Monetary Theory. National and International*, London and New York, Routledge, 1997.
- CHATRIOT, Alain, LEBLANC, Edgar et LYNCH, Édouard (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », 2012.
- CLAVERT, Frédéric et FEIERTAG, Olivier, « Les banquiers centraux dans la construction européenne : introduction », *Histoire, Économie et Sociétés*, n°4, 2011, p. 3-9.
- CONNELL, Carol M., *Reforming the World Monetary System: Fritz Machlup and the Bellagio Group*, London, Routledge, 2015.
- COOPER, Richard N., « Trade Policy as Foreign Policy », in Robert M. STERN (dir.), *US Trade Policies in a Changing World Economy*, Cambridge, The MIT Press, 1987.
- COPPOLARO, Lucia, *The Making of the World Trading Power. The European Economic Community (EEC) in the GATT Kennedy Round Negotiations (1963-1967)*, Burlington, Ashgate, 2013.
- COTÉ, Charles-Emmanuel, « De Genève à Doha : genèse et évolution du traitement spécial et différencié des pays en développement dans le droit de l'OMC », *McGill Law Journal/Revue de droit de McGill*, vol. 56, n°1, décembre 2010, p. 115-176.
- CULLATHER, Nick, *The Hungry World. America's Cold War Battle against Poverty in Asia*, London/Cambridge, Harvard University Press, 2010.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE, Justin, *La Politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.
- DAVID, François, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*, Paris, PUPS, coll. « Mondes contemporains », 2011.
- DEBLOCK, Christian, « Les États-Unis et l'investissement direct étranger. Une histoire à trois temps », Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, « Notes de synthèse », septembre 2011, p. 1-48.
- DEBLOCK, Christian, « La politique commerciale américaine. Promenade guidée dans le jardin des théories », *Recherches internationales*, n°88, 2010, p. 127-154.

- DEIGHTON, Anne, « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne économique (1958-1963) », *Histoire, Économie, Société*, n° 1, 1^{er} trimestre 1994, p. 113-130.
- DRAMÉ, Papa et SAUL, Samir, « Le projet d'Eurafrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 4/2004, n° 216, p. 95-114.
- DU BOIS, Pierre, *Histoire de l'Europe monétaire 1945-2005, Euro qui comme Ulysse...*, Paris/Genève, PUF/Institut de Hautes Études Internationales et du Développement, 2008.
- DUMOULIN, Michel (dir.), *Réseaux économiques et la construction européenne. Economic networks and European Integration*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2004.
- EBENSTEIN, Alan, *Friedrich A. Hayek: A Biography*, London, Macmillan, 2014.
- EICHENGREEN, Barry, *Exorbitant Privilege. The Rise and Fall of the Dollar*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- EICHENGREEN, Barry, *Globalizing Capital, A History of the International Monetary System*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2^e édition, 2008.
- EICHENGREEN, Barry, *Global Imbalances and the Lessons of Bretton Woods*, Cambridge, The MIT Press, coll. « Cairoli lectures » 2007.
- EICHENGREEN, Barry, *From Benign Neglect to Malignant Preoccupation: US Balance-of-Payments Policy in the 1960s*, Washington DC, NBER, « Working Paper », n°7630, mars 2000.
- EICHENGREEN, Barry, « Le système de Bretton Woods : paradis perdu ? », *Revue d'économie financière*, « Hors-série : Mélanges pour un cinquantenaire », 1994, p. 263-276.
- EISENMANN, Pierre-Michel, « L'accord international sur le cacao », *Annuaire français de droit international*, vol. 21, 1975, p. 738-766.
- ETEMAD, Bouda, *L'Héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations et sociétés*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2012.
- ETEMAD, Bouda, « L'Europe et le monde colonial. De l'apogée des empires à l'après-décolonisation », *Revue économique*, vol. 51, n°2, 2000, p. 257-268.
- EVANS, John W., *The Kennedy Round in American Trade Policy. The Twilight of the GATT?*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.
- FEIERTAG, Olivier, « Central Banks versus Money Markets? A History of French-American Monetary Cooperation (1960-1971) », in Harold JAMES et Juan Carlos MARTINEZ OLIVA, *International Monetary Cooperation across the Atlantic*, Frankfurt, Adelman, 2008, p. 79-90.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Les Banques centrales à l'échelle du monde/Central Banks at World Scale*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2012.
- FEIERTAG, Olivier et MARGAIRAZ, Michel (dir.), *Gouverner une banque centrale. Du XVII^e siècle à nos jours*, Paris, Albin Michel, coll. « Histoire de la Mission historique de la Banque de France », 2010.
- FENNEL, Rosemary, *The Common Agricultural Policy, Continuity and Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

- FLANDREAU, Marc, *International Financial History in The Twentieth Century: System and Anarchy* (avec C.L. HOLTFREYERICH et H. JAMES), Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- FOCSANEANU, Lazar, « La modification des statuts du Fonds monétaire international et la création des droits de tirage spéciaux », *Annuaire français de droit international*, vol. 15, 1969, p. 490-521.
- FRANCIS, Darryl R., « The Balance of Payments, the Dollar, and Gold », St Louis, Federal Reserve Bank of St Louis, 1968.
- FRIEDMAN, Milton et SCHWARTZ, Anna J., *A Monetary History of the United States 1867 to 1960*, Princeton, Princeton University Press, 1971.
- FROOT, Kenneth A., *Foreign Direct Investment*, Chicago, Chicago University Press, 1993.
- GALEAZZI, Floriane, « Quelle place pour le régionalisme monétaire à l'OCDE ? Étude sur la coopération monétaire au sein du WP3 (1970-1987) », *Les cahiers IRICE*, 2012/1, n°9, p. 139-152.
- GAVIN, Francis J., *Gold, Dollars and Power, The Politics of International Monetary Relations, 1958-1971*, Chapel Hill, The University of North Carolina, 2004.
- GEIGER, Till, « Western Defence, Economic Cooperation and the Atlantic Paradox: Multilateralism and Governmentality in the Cold War, 1949-1960 », in Régine PERRON et Guido THIEMEYER (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: New Perspectives in European Integration History*, Neuchâtel, Alphil, 2011, p. 177-198.
- GEIGER, Till, « NATO, Economic Security and European Integration », *Quaderni Forum*, vol. 16, 2002, p. 13-23.
- GERBET, Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, coll. « Notre siècle », 1983.
- GILLES-BASTIDON Cécile, BRASSEUL, Jacques et GILLES, Philippe, *Histoire de la globalisation financière. Essor, crises et perspectives des marchés financiers internationaux*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2010.
- GILPIN, Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.
- GILPIN, Robert, *US Power and the International Multinational Corporation. The Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books, 1975.
- GOLDSTEIN, Judith, *Ideas, Interests and American Trade Policy*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.
- GOWA, Joanne, *Closing the Gold Window. Domestic Politics and the End of the Bretton Woods*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1983.
- GRAZ Jean-Christophe, *La Gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004.
- GRAZ, Jean-Christophe, *Aux sources de l'OMC. La Charte de La Havane, 1941-1950*, Genève, Librairie Droz, coll. « Publications d'histoire économique et sociale internationale », 1999.

- GRYGOWSKI, Dimitri, *Les États-Unis et l'unification monétaire de l'Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, coll. « Cité européenne », 2009.
- HATAWAY, Dale E., *Agriculture and the GATT: Rewriting the Rules*, Washington DC, Institute for International Economics, septembre 1987.
- HEFFER, Jean, *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, Paris, col. « Cursus », 2^e éd. 1992.
- HETZEL, Robert, *The Monetary Policy of the Federal Reserve: A History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
- HOFFMANN, Stanley, *Le Dilemme américain: Suprématie ou ordre mondial*, Paris, Économica, 1982.
- HUDEC, E. Robert, *Developing Countries in the GATT Legal System*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- JAMES, Harold, *Making the European Monetary Union*, Cambridge, Harvard University Press, 2012.
- JAMES, Harold, *International Cooperation since Bretton Woods*, IMF, Washington DC, 1996.
- KASPI, André, *John F. Kennedy, un président, une famille, un mythe*, Bruxelles, André Versaille Éditeur, 2013.
- KATZ, Bernard S. et VENCILL, Daniel C., *Biographical Dictionary of the United States Secretaries of the Treasury, 1789-1995*, Greenwood Publishing Group, 1996.
- KAUFMAN, Burton I., *Trade and Aid, Eisenhower's Foreign Economic Policy, 1953-1961*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1982.
- KEBABDJIAN, Gérard, *Les Théories de l'économie politique internationale. La pensée économique contemporaine (5)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Économie », 1999.
- KEYNES, John M., « The Policy of Government Storage of Food-Stuffs and Raw Materials », *Economic Journal*, vol. 48, n° 191, septembre 1938, p. 449-460.
- KINDLEBERGER, Charles, *Histoire mondiale de la spéculation financière de 1700 à nos jours, Finance, éthique, confiance*, Paris, Éditions P. A. U., 1994.
- KRUGMAN, Paul, OBSTFELD, Maurice et MELITZ, Marc, *Économie internationale*, Montreuil, Pearson France, 9^e édition 2013.
- KUNZ, Diane B., *The Diplomacy of the Crucial Decade. American Foreign Relations during the 1960s*, New York, Columbia University, 1994.
- L'HUILLIER, Jacques, *Les Organisations internationales de coopération économique et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Genève, Institut universitaire des Hautes études internationales, coll. « Études et travaux », n°9, 1969.
- LACHARRIERE, Guy (de), « Aspects récents du classement d'un pays comme moins développé », *Annuaire français de droit international*, vol. 13, 1967, p. 703-716.
- LARSON, Deborah Welch, *Anatomy of Mistrust. US-Soviet Relations during the Cold War*, Cornell University Press, 2000.

- LATHAM, Michael E., *Modernization as Ideology. American Social Science and "Nation Building" in the Kennedy Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 2000.
- LEBOUTTE, René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Berne, Peter Lang, 2008.
- LECUYER, Christophe, « Hautes technologies et techniques de production aux États-Unis », Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *Entreprises de haute technologie, États et souveraineté*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, p. 317-324.
- LEFFLER, Melvyn P. et PAINTER, David S., *Origins of the Cold War. An International History*, New York/London, Routledge, 2e édition 2005.
- LELART, Michel, *Le Système monétaire international*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1991.
- LELART, Michel, *Le Dollar, monnaie internationale. Le rôle des États-Unis dans la création monétaire internationale*, Paris, Éditions Albatros, 1975.
- LEMESLE, Raymond-Marin, *La Convention de Lomé. Principaux objectifs et exemples d'actions, 1975-1995*, Centre des Hautes Études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1996.
- LENAIN, Patrick, *Le FMI*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 4e édition, 2004.
- LUDLOW, Piers, *Dealing with Great Britain. The Six and the First Application to the ECC*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- MARJOLIN, Robert, *Le Travail d'une vie. Mémoires 1911-1986*, Paris, Robert Laffont, 1986.
- MARSEILLE, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005.
- Mc COMBIE, J. S. L. et THIRLWALL, A. P., *Economic Growth and the Balance of Payments Constraints*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1993.
- MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « L'historien », 1982.
- MELTZER, Allan H., « US Policy in the Bretton Woods Era », *The Homer Jones Lecture, Review*, n°73 (mai-juin), p. 54-83.
- MELTZER, Allan H., *A History of the Federal Reserve*, Chicago, University of Chicago Press, 2003, vol. 1 : 1913-1951, 2010, vol. 2 : 1970-1986.
- MEUNIER, Sophie, *L'Union fait la force, L'Europe dans les négociations commerciales internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2005.
- MILWARD, Alan, *The European Rescue of the Nation-State*, London, Routledge, 1992.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE, *Le Rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978), Actes du colloque tenu à Bercy les 26, 27, 28 mai 1999, Tome I*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.
- MIROWSKI, Philip et PLEHWE, Dieter, *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

- MONNET, Éric, « Une coopération à la française. La France, le dollar et le système de Bretton Woods, 1960-1965 », *Histoire@Politique, Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013, p. 83-100.
- MORAVCSIK, Andrew, « Général de Gaulle between Grain and Grandeur: the Political Economy of French EC, 1958-1970 », *Journal of Cold War Studies*, vol. 2, n° 2, Printemps 2000, p. 3-43.
- MUCCHIELLI, Jean-Louis, *Multinationales et mondialisation*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- PACH, Chester J. Jr., « Introduction », Kathryn C. STATLER et Andrew L. JOHNS (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2006.
- PAQUIN, Stéphane, *Théories de l'économie politique internationale. Cultures scientifiques et hégémonie américaine*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Domaine Économie politique », 2013.
- PASTOR, Robert, *Congress and the Politics of US Foreign Economic Policy, 1929-1976*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PATERSON, Thomas G. (dir.), *Kennedy's Quest for Victory. American Foreign Policy, 1961-1963*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1989.
- PEARCE, Kimber Charles, *Rostow, Kennedy, and the Rhetoric of Foreign Aid*, East Lansing, Michigan University Press, 2001.
- PERRON, Régine, *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2014.
- PERRON, Régine, *The Stability of Europe. The Common Market: Towards European Integration of Industrial and Financial Markets? (1958-1968)*, Paris, PUPS, coll. « Centre Roland Mousnier », 2004.
- PERRON, Régine, *Le Marché du charbon, un enjeu entre l'Europe et les États-Unis de 1945 à 1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.
- PERRON, Régine et THIEMEYER, Guido (dir.), *Multilateralism and the Trente Glorieuses in Europe: new perspectives in European integration history*, Neuchâtel, Alphil, 2011.
- PRASHAD, Vijay, *Les Nations obscures. Une histoire populaire du tiers monde*, Montréal, Éditions Écosociété, 2009.
- RAFFINOT, Marc et VENET Baptiste, *La Balance des paiements*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2003.
- RAGHAVAN, Chakravarthi, *Recolonisation: l'avenir du Tiers Monde et les négociations du GATT*, Paris, L'Harmattan, 1991.
- RAINELLI, Michel, *L'OMC*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2011.
- REIS, Jaime (dir.), *International Monetary Systems in Historical Perspective*, London/New York, McMillan Press/St. Martin's Press, 1995.
- RESTA, Manlio, « Analyse d'une récession. Essai de diagnostic économique », *Revue économique*, vol. 10, n°2, 1959, p. 201-219.

- ROBSON, Peter, « La Communauté européenne et l'intégration économique régionale dans le Tiers Monde », *Tiers-Monde*, vol. 34, n° 136, 1993, p. 859-879.
- ROTHSCHILD, Robert, *Un Phénix nommé Europe, Mémoires 1945-1955*, Bruxelles, Racine, 1997.
- SCHENK, Catherine, « The Market vs the State: Capital Market Integration in the 1960s », in Régine PERRON, *The Stability of Europe*, Paris, PUPS, 2004, p. 141-157
- SCHLESINGER, Arthur M. Jr., *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, New York, Fawcett Premier, 14^e édition, 1992.
- SERFATY, Simon, *La Politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan. Les années difficiles*, Paris, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1986.
- SERVAN-SCHREIBER, Jean-Jacques, *Le Défi américain*, Paris, Denoël, 1967.
- SICARD, Pierre, « Le Kennedy Round, une entreprise ambiguë », *Histoire, économie et société*, n° 1, 2003, p. 59-70.
- SICARD, Pierre, *Histoire économique des États-Unis depuis 1945*, Paris, Nathan, coll. « Histoire 128 », 1995.
- SINGER, Hans W., « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », *Tiers-Monde*, vol. 35, n° 139, p. 489-498.
- SMITH, Tony, *America's Mission, The United States and the Worldwide Struggle for Democracy in the Twentieth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1994.
- SORENSEN, Theodore C., *Kennedy*, New York, Smithmark, 1965.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- STATLER, Kathryn C. et JONES, Andrew L. (dir), *The Eisenhower Administration, the Third World and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, coll. « The Harvard Cold War Studies Book », 2006.
- STEDMAN, Daniel Jones, *Masters of the Universe. Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2012.
- STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny. American Expansion and the Empire of Right*, New York, Hill and Wang, 1995.
- STEWART, Patrick, *The Best Laid Plans, The Origins of American Multilateralism and the Dawn of the Cold War*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2009.
- STRANGE, Susan, *Rival States, Rival Firms: Competition for World Market Shares*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- STRANGE, Susan, « Truman's Point Four », *Year Book of World Affairs*, 1950, p. 264-288.
- THUAN, Trinh Xuan, *Le Cosmos et le Lotus. Confessions d'un astrophysicien*, Paris, Albin Michel, 2011.
- THUYBAERT, Prosper, *L'Art de la diplomatie multilatérale*, Vander, Bruxelles, 1991.
- TOBIN, James et WEIDENBAUM, Murray (dir.), *Two Revolutions in Economic Policy. The First Economic Reports of Presidents Kennedy and Reagan*, Cambridge/London, The MIT Press, 2^e édition, 1989.

- TONIOLO, Gianni, *Central Bank Cooperation at the Bank of International Settlements, 1930-1973*, New York, Cambridge University Press, 2005.
- TOUSCOZ, Jean, « La coopération internationale et les matières premières exportées par les pays du Tiers Monde : les conditions d'un échange égal », *Tiers-Monde*, vol. 17, n°66, 1976, p. 539-560.
- TOYE, John et TOYE, Richard, *The U. N. and Global Political Economy: Trade, Development Economics*, Bloomington, Indiana University Press, 2^e édition, 2004.
- VALLUIS, Bernard, « Sécurité alimentaire : pour des stocks de réserve », FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde, reconnue d'utilité publique), *Point de vue n°1*, avril 2013, p. 1-33.
- VAN DER WEE, Herman, *Histoire économique mondiale, 1945-1990*, Louvain-la-Neuve, Academia Duculot, 1990.
- VIDAL, Jean-François, *Les Fluctuations internationales de 1890 à nos jours*, Paris, Économica, 1989.
- WALLACE, Helen, POLLACK, Mark A., YOUNG, Alasdair R., *Policy-Making in the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2015.
- WARLOUZET, Laurent, *Le Choix de la CEE par la France. L'Europe économique en débat de Mendès France à de Gaulle (1955-1969)*, Paris, CHEFF, 2011.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique de Khrouchtchev à Gorbatchev*, Paris, PUF, coll. « QSJ » n°3038, 1995.
- WESTAD, Odd Arne, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WILKINS, Mira, *The History of Foreign Investment in the United States to 1914*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- WILKINS, Mira, *The Maturing of Multinational Enterprise: American Business Abroad from 1914 to 1970*, Cambridge, Harvard University Press, coll. « Harvard Studies in Business History », n° 27, 1974.
- WOOD, John, *A History of Central Banking in Great Britain and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- WOOLCOCK, Stephen, « European Union Policy towards Free Trade Agreements », Bruxelles, ECIPE, « Working Paper », n°03, 2007, p. 1-15.
- YEAGER, Leland B., *International Monetary Relations*, New York, Harper and Row Publishers, University of Virginia, 1966.
- YOUNG, Alasdair R., « Extending European Cooperation. The adaptation of European Foreign Economic policy; from Rome to Seattle », *Journal of Common Market Studies*, vol. 38, n°1, 2000, p. 93-116.
- ZEILER, Thomas W., *American Trade and Power in the 1960s*, New York, Columbia University Press, 1992.
- ZIMMERMANN, Hubert, *Money and Security: Troops, Monetary Policy, and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, New York, Cambridge University Press, 2004.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

Ackley, Gardner 284.
 Anderson, Robert B. 38, 58, 59, 67, 68, 120.
 Ansiaux, Hubert 139.

B

Baird, Julian 38.
 Ball, George 48, 92, 100, 131, 148, 175, 219, 221, 226, 227, 233.
 Bauer, Peter 290.
 Beyen, Johan Willem 168.
 Blessing, Karl 130.
 Bobba, François 120, 121, 154.
 Brentano, Heinrich von 100
 Bridge, Roy 66.
 Brunner, Karl 290.
 Bush, George W. Jr. 46.

C

Campos, Roberto 200.
 Castro, Fidel 57, 215, 270
 Churchill, Winston 54.
 Connally, John 147.
 Cromer (Lord) 164.

D

Dillon, Douglas 31, 49-51, 57, 70, 81, 87, 111, 119, 120, 127, 132, 138, 144, 147, 152, 153, 173, 185, 222, 226, 268, 271, 280, 284, 285, 288.
 Dowling, Walter C. 101.

E

Eisenhower, Dwight D. *passim*.
 Erhard, Ludwig 130, 238, 245.
 Etsel, Franz 130.

F

Freeman, Orville L. 53, 226.
 Friedman, Milton 112, 283, 285, 286, 287, 289
 Furtado, Celso 201.

G

Galbraith, John K. 52, 53, 269, 284.
 Gaulle, Charles de 132, 147, 157, 158, 160, 164, 170, 184, 185, 232, 234-239.
 Getz-Wold, Knut 183.
 Giscard d'Estaing, Valéry 132, 146, 149.
 Goldwater, Barry 287, 288.
 Grewe, Wilhelm 130.
 Guderman, Edward 112, 289.
 Guindey, Guillaume 63.

H

Haberler, Gottfried 197, 200-204, 206-209, 211, 214, 215, 228, 229, 243, 244, 250, 289, 290.
 Hallstein, Walter 91, 108, 210, 222.
 Hansen, Alvin H. 37.
 Hayek, Friedrich A. von 284.
 Hayes, Alfred 43, 68.
 Heckscher, Eli 201.
 Heller, Walter W. 51, 53-55, 98, 99, 138-141, 146, 148, 174, 176, 177, 284.

- Hicks, John R. 37.
 Hijzen, Theodorus 246.
 Ho Chi-Minh 215.
 Hodges, Luther H. 79, 95, 104, 134.
 Hoffman, Paul 168.
- J** _____
 Jacobson, Per 142, 143.
 Johnson, Lyndon B. 274.
- K** _____
 Kaysen, Carl 160.
 Kennedy, John F. *passim*.
 Keynes, John Maynard 53-55, 112, 119, 140, 148, 149, 174, 177, 182, 201, 207, 256.
 Khrouchtchev, Nikita 13, 20, 44-48, 57, 103, 107, 108, 285.
 Killingworth, Charles 174.
 Kristensen, Thorkil 158.
- L** _____
 Lacharrière, Guy de 196, 253.
 Lal, Deepak 290.
 Lumumba, Patrice 102.
- M** _____
 MacArthur, Douglas 220, 234.
 MacMillan, Harold 219.
 Marjolin, Robert 24, 124, 127, 150-152, 154-157, 160, 164, 167, 168, 172, 239, 246.
 Maudling, Reginald 150, 153, 154.
 McChesney Martin, William 51, 147, 157.
 Meade, James 201.
 Monnet, Jean 135, 155-157, 159, 235.
 Myrdal, Gunnar 174.
- N** _____
 Nathan, Robert R. 174.
 Nixon, Richard 14, 51, 59, 62, 129, 147, 287, 289
- O** _____
 Ohlin, Bertil 201.
 Okun, Arthur 284.
- P** _____
 Parsons, Maurice 156.
 Patinkin (Don) 37.
 Petersen, Howard 231.
 Pompidou, Georges 132.
 Porter, Paul R. 103.
 Prebisch, Raúl 203, 204, 254, 256, 265, 282, 290, 291.
 Posthuma, Suardus 150, 151, 153, 154.
 Preti, Luigi 245.
- R** _____
 Reagan, Ronald 287-289, 291.
 Reuss, Henry S. 57.
 Ricardo, David 200.
 Rockefeller, Nelson 75.
 Roosa, Robert V. 51, 58, 129, 130, 143, 147, 148, 151, 153, 162, 164.
 Roosevelt, Franklin D. 21, 46, 55, 56, 174, 296.
 Rostow, Walt 24, 47, 237, 242, 265, 266, 282, 290.
 Royer, Jean 217.
 Rueff, Jacques 159.
 Rusk, Dean 103, 219.
- S** _____
 Samuelson, Paul A. 38, 201.
 Schlesinger, Arthur M. Jr. 145-147, 149, 173, 185.
 Schweitzer, Pierre-Paul 161.
 Sharp, Mitchell 262.
 Singer, Paul 256, 290, 291.
 Smith, Adam 174, 296.
 Solow, Robert 112, 284.

Southard, Frank A. Jr. 67.
Spaak, Paul-Henri 171, 219, 234, 235.
Steed, Tom 93.
Sukarno, Achmed 102.

T _____
Tinbergen, Jan 200, 201.
Tobin, James 112, 145-148, 283, 284.
Triffin, Robert 119, 120, 125, 126, 128, 133,
134, 138, 140, 146, 148, 150, 151, 157, 164.
Truman, Harry 97, 98, 190.
Tuthill, John Wills 174, 245.

V _____
Van der Lee, Jacob Jan 210.
Van Lennep, Emile 151.
Viaud, Maurice 253.

W _____
Weidenbaum, Murray 283.
Willis, George H. 31, 42, 49, 61, 66, 100, 129.
Wilson, Woodrow 21.
Wyndham White, Eric (Sir) 193.

INDEX DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES
(INTERNATIONALES ET RÉGIONALES)
ET DES INSTITUTIONS NATIONALES

A _____

- Accord monétaire européen (AME) 125, 156, 158, 161.
 Agence internationale de développement (AID) (EU) 9, 12, 75, 253, 259, 261, 272, 273.
 Association européenne de libre-échange (AELE) 92, 219, 231, 252.

B _____

- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) 9, 293.
 Banque d'Angleterre 66, 67, 164.
 Banque d'Italie 71.
 Banque de Belgique 139.
 Banque de développement interaméricaine 105.
 Banque de France 66, 68, 119, 132, 145, 185.
 Banque de Norvège 183.
 Banque des règlements internationaux (BIS) 9, 63, 117, 139, 279, 286.
 Banque Export-Import (EU) 105, 274.
 Banque fédérale de réserve (Réserve fédérale) (EU) 51, 53, 183, 286.
 Banque fédérale de réserve de New York 42, 68, 82, 147, 158.
 Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD) 9, 12, 19, 100, 105, 153, 251.

Banque mondiale 12, 32, 52, 55, 100, 197, 204, 294.

BRICS 293.

Bureau du Budget (EU) 43, 44, 102, 104, 165, 179, 191, 272.

C _____

- Comité d'action de Jean Monnet 155, 159.
 Comité de l'agriculture (OMC) 199.
 Comité de la politique économique (OCDE) 162, 170.
 Comité des gouverneurs des Banques centrales des pays membres (CEE) 143, 152, 153.
 Comité des négociations tarifaires (GATT) 230.
 Comité du cabinet sur la balance des paiements (EU) 273.
 Comité monétaire (CEE) 126, 127, 137, 150, 151, 159, 160.
 Commission européenne (CEE) 9, 24, 91, 92, 108, 118, 120, 125-127, 135, 143, 150-155, 159, 164, 171, 172, 178, 185, 197, 210, 237, 239, 245, 246, 252, 254, 263, 269, 270.
 Commission économique pour l'Afrique (ONU) 213.
 Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) (ONU) 9, 283.

- Commonwealth 34, 97, 171, 194, 195, 205, 211, 213, 220, 221, 233-235, 238, 239, 246, 247.
- Communauté économique européenne (CEE) 9, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 23, 32, 34, 48, 49, 79, 91-93, 95-97, 108, 113, 118-122, 123-129, 132, 134, 135, 137, 138, 142, 145, 150-154, 156-160, 162, 164-167, 169, 171-173, 177, 180, 182, 184, 190, 193, 194, 198, 200, 203, 205-213, 217-223, 226-233, 235-239, 241, 244, 246, 247, 249-252, 254, 255, 263, 265, 275-277, 282.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) 9, 12, 161, 167, 168, 220, 237.
- Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) 9, 12, 23, 197, 200, 203, 207, 242, 249-257, 265, 276, 277, 282.
- Conseil des ministres (OCDE) 175.
- Conseil des ministres des Finances (CEE) 126, 159.
- Council of Economic Advisers (CEA) (EU) 9, 51, 53, 54, 99, 112, 128, 138, 140, 141, 144-149, 151, 161, 164, 176, 269, 272, 283.
- Council on Foreign Economic Policy (EU) 105.
- D** _____
- Département d'Etat (EU) 48, 75, 92, 100, 105, 156, 161, 170, 175, 212, 214, 219-224, 226-228, 232, 236, 241, 242, 257, 259, 272.
- Département de l'Agriculture (EU) 96, 274.
- Département du Commerce (EU) 20, 78, 79, 81, 82, 95, 103, 134, 175, 220, 221, 225, 257-259, 261, 266.
- Département du Travail (EU) 213-215, 259.
- Département du Trésor (EU) 30, 32, 38, 41, 42, 49-51, 61, 62, 64, 65, 67, 69-72, 77-79, 81, 83, 85-88, 91-95, 98-100, 105, 112, 119, 120, 122, 123, 125-127, 129-132, 134, 138, 140, 141, 143-145, 147-149, 152, 156-158, 160-164, 176, 183, 185, 222, 227, 228, 261, 266, 268-274, 280, 283, 285, 286, 288, 289, 295.
- Development Assistance Group (DAG) 9, 32, 100, 101, 276, 277, 282.
- Development Loan Fund (DLF) 9, 32, 105, 106.
- Direction générale de l'économie et des finances de la Commission européenne DG II (CEE) 24, 120, 121, 123-126, 128, 133-135, 138, 142, 171.
- Direction générale des Affaires générales (étrangères) de la Commission européenne DG I (CEE) 24.
- E** _____
- États africains et malgache associés (EAMA) 9, 194, 205, 208, 240, 241, 252.
- European Cooperation Administration (ECA) 9, 168.
- F** _____
- Fonds de développement pour les pays européens sous-développés (OCDE) 157.
- Fonds européen de développement (FED) (CEE) 9, 190, 276, 277, 282.
- Fonds européen de réserve (CEE) 135, 155.
- Fonds monétaire international (FMI) 9, 12, 17, 19, 20, 23, 27, 52, 58, 63-65, 68, 69, 72, 77, 105, 113, 117, 119, 120, 125-127, 129, 135, 137-145, 147, 149-151, 153-161, 163, 164, 169, 173, 184, 185, 197, 202, 204, 207, 208, 251, 257, 275-280, 288, 290, 291, 293, 296.
- Food and Agriculture Organization (FAO) 9, 12, 190, 251, 263, 276, 277.
- G** _____
- General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) 9, 12, 17, 19, 23, 32, 48, 58, 91, 92, 96, 113, 120, 145, 167, 168, 189-191, 193, 194-199, 200-202, 206-209, 213-219, 223, 224, 226, 227-229, 231, 232, 237-240, 243, 244-247, 249, 251, 252, 254-256, 261, 264-266, 275-277, 279, 280, 282, 289-291.
- Groupe des Dix (G10) (FMI) 20, 117, 142, 145, 160, 163, 164, 184, 277, 279.

I _____

International Cooperation Administration (ICA) (EU) 9, 775, 76, 105, 196.

International Development Association (IDA) 9, 32, 100, 105.

M _____

Marché commun (CEE) 79, 92, 93, 96, 143, 151, 152, 157, 160, 166, 168, 170, 172, 194, 208, 211, 217-223, 232, 234, 243, 235-238, 245, 251, 295.

N _____

National Advisory Council (EU) 44.

National Security Council (EU) 105, 235.

O _____

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) 9, 12, 17, 23, 35, 52, 58, 100, 101, 111, 113, 117, 118, 140, 141, 151, 154, 155, 157, 158, 161-166, 169-185, 193, 244, 252, 260, 274-277, 279, 280, 281, 288, 289.

Organisation des Nations Unies (ONU) 9, 12, 17, 19, 23, 34, 35, 58, 102, 103, 113, 145, 190, 196, 207, 213, 245, 247, 249, 250, 252, 253, 262, 275-277, 281, 283, 292, 296.

Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) 9, 12, 17, 35, 50, 58, 89, 101, 102, 145, 170, 171, 220, 234-236, 239, 270, 275-277.

Organisation européenne de coopération économique (OECE) 9, 12, 32, 52, 165, 166-170.

Organisation internationale du commerce (OIC) 9, 19, 255, 256.

Organisation mondiale du commerce (OMC) 9, 195-197, 199, 200, 209, 229, 231, 251, 253, 292, 293, 295, 296.

P _____

Pays et territoires d'outre-mer (PTOM) 9, 13, 194, 205, 208-210, 221.

Programme alimentaire mondial (PAM) 9, 190, 276, 277.

U _____

Union de l'Europe occidentale (UEO) 9, 238.

Union européenne (UE) 9, 12, 13, 292, 295, 296.

Union européenne de réserve (UER) 9, 156-158.

Union européenne des paiements (UEP) 9, 156, 157, 161.

W _____

Working Party-3 (WP-3) (OCDE) 117, 151, 155, 162, 171.

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage se situe dans le prolongement de celui intitulé : *Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*, paru aux PUPS en 2014.

Je voudrais ici renouveler l'expression de ma reconnaissance à Dominique Barjot, garant de l'habilitation de recherches. Et remercier aussi le laboratoire CICC (devenu AGORA) de l'université de Cergy-Pontoise ainsi que le Conseil scientifique, pour m'avoir octroyé un congé de recherches. Ce congé m'a permis de commencer la rédaction de cet ouvrage.

Ici, je souhaite remercier le jury de la soutenance de l'habilitation à diriger les recherches, pour ses remarques et pour le fructueux débat, Dominique Barjot, Bouda Etemad, Olivier Forcade, Michel Margairaz, René Leboutte et Samir Saul. Et tout particulièrement Olivier Forcade, responsable des Presses de l'Université Paris-Sorbonne, pour avoir proposé de publier ce manuscrit dans le sillage du premier tome sur l'histoire du multilatéralisme. Je voudrais aussi remercier spécialement Samir Saul pour m'avoir invitée au département d'Histoire de l'université de Montréal de janvier à juin 2018.

Ce travail, je dois le reconnaître, s'est identifié à une véritable ascension de l'Everest...

LISTE DES GRAPHIQUES, SCHÉMAS ET TABLEAUX

GRAPHIQUES

Graphique 1. Les réserves d'or et les obligations extérieures des États-Unis de 1951 à 1976 (en milliards de dollars)	36
Graphique 2. Les prix de l'or nominal et réel de 1934 à 1973 (en dollars, à 35 dollars l'once d'or depuis 1934)	39
Graphique 3. Les réserves d'or américaines de 1951 à 1976 (en millions de dollars) ..	60
Graphique 4. Évolution des prix des produits primaires (ou tropicaux) de 1960 à 1965 (en centimes de dollars la livre, c/lb)	243

SCHÉMAS

Schéma 1. Modèle du multilatéralisme (de 1945 à nos jours)	12
Schéma 2. Nouvelle organisation multilatérale liée au déficit de la balance des paiements américaine (1958-1963)	276

TABLEAUX

Tableau 1. Le modèle d'études pour une histoire multilatérale	18
Tableau 2. Aspects de la balance des paiements américaine selon la directive d'Eisenhower du 17 novembre 1960 (en milliards de dollars)	34
Tableau 3. Taux d'inflation annuel aux États-Unis	37
Tableau 4. Production d'or des États-Unis et du monde (non compris l'URSS) (en millions de dollars, à 35 dollars l'once d'or)	39
Tableau 5. Le déficit de la balance des paiements des États-Unis et les réserves d'or (en millions de dollars)	60
Tableau 6. Solde commercial (Exportations en biens et services - Importations en biens et services), sorties de capitaux privés et publics et sorties d'or des États-Unis (en milliards de dollars)	62
Tableau 7. Ventes d'or des États-Unis aux pays européens (en millions de dollars)	65
Tableau 8. Récapitulatif du prix de l'or sur le marché à Londres d'octobre 1960 à février 1961	68

Tableau 9. Retours des investissements et sorties de capitaux, de 1956 à 1960 (en millions de dollars)	77
Tableau 10. Les investissements directs (ID) des entreprises des États-Unis de 1950 à 1959 sur la base de 1948 (en millions de dollars)	83
Tableau 11. Les bénéfices non-distribués des investissements directs des compagnies américaines à l'extérieur par zone géographique et par industrie pour l'année 1959 (en millions de dollars).....	84
Tableau 12. Taux d'intérêt du dollar (en pourcentage)	87
Tableau 13. Exportations et importations des biens et services des États-Unis (en millions de dollars)	90
Tableau 14. Évolution des taux d'escompte en 1960 et rendement des bons du Trésor (octobre 1960)	123
Tableau 15. Réserves d'or et dettes à court terme des États-Unis (situation en fin de période) (en milliards de dollars)	133
Tableau 16. Taux de croissance du Produit national brut (PNB) par an et par habitant de 1950 à 1960 (en pourcentage).....	181
Tableau 17. Exportations par produit en provenance de l'ensemble des pays en voie de développement vers la CEE, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS de 1958 à 1960 (en valeur 1000 dollars).....	198
Tableau 18. Les fluctuations des prix des produits de base (1953 =100)	204
Tableau 19. Les droits de douane d'importation les plus élevés en 1957.....	205
Tableau 20. « Liste comprenant les produits pour lesquels il est proposé que le niveau au TEC soit réduit de 50% » en 1961	211
Tableau 21. Exportations et importations (totales et par produit) des États-Unis vers et en provenance de l'Europe de l'Ouest de 1960 à 1962 d'après le département du Commerce des États-Unis en 1961 (en millions de dollars)	225
Tableau 22. Balances commerciales comparées des échanges des pays en voie de développement (PVD) de 1953 à 1963 (en millions de dollars)	240
Tableau 23. La dette des pays en développement et l'aide économique occidentale de 1956 à 1961 (en millions de dollars).....	241
Tableau 24. La balance des paiements américaine de 1960 à 1963 (y compris novembre et décembre).....	268

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations.....	9
-----------------------------	---

INTRODUCTION

Une histoire du multilatéralisme	11
Le prisme de la balance des paiements américaine.....	11
Une méthodologie adaptée à l'histoire du multilatéralisme.....	17
Les trois partenaires du « monde libre » multilatéral : les enjeux du multilatéralisme	22

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTATS-UNIS ET LE DÉFICIT DE LEUR BALANCE DES PAIEMENTS : UN DANGER ? (1958-1961)

CHAPITRE I

Résoudre ou non le déficit de la balance des paiements américaine ?	29
La dramatisation du déficit	29
Les causes du déficit présentées par Eisenhower	29
Le difficile partage du fardeau avec les pays alliés.....	31
Le bilan présenté par Eisenhower	33
Le choix d'une « discipline monétaire ».....	40
Un « équilibre raisonnable de la balance des paiements »	41
Restaurer la confiance des marchés financiers.....	41
Réorganiser la politique économique extérieure des États-Unis.....	43
Les dernières mesures transmises à Kennedy	49
Restaurer la confiance dans le dollar : l'objectif repris par Kennedy	50
Le discours rassurant sur l'état de la nation du 30 janvier 1961.....	50
Le discours sur la balance des paiements du 6 février 1961	51
Le dilemme de la balance des paiements	52
Le choix de l'équilibre budgétaire	56

CHAPITRE II

De l'or et des dollars	59
Le dollar en danger	59
L'équilibre entre les réserves d'or et le solde commercial.....	59
Dévaluer ou non le dollar ?	63
Le combat contre le marché de l'or à Londres.....	66

Le retour du problème des sorties d'or en été 1961	70
Les sorties de capitaux américains : un problème délicat	73
La remise en cause des faveurs fiscales sous Eisenhower	74
La suppression des faveurs fiscaux : un succès pour Kennedy?	80
La question des bénéficiaires non rapatriés au pays	82

CHAPITRE III

Miser sur la relance des exportations et le partage des dépenses publiques

extérieures	89
La solution des exportations	90
Utiliser le GATT : l'objectif d'Eisenhower	91
Les importations du pétrole américain	93
La réponse de Kennedy avec l' <i>Export Expansion</i> et le <i>Trade Expansion Act</i>	95
La solution de partage de l'aide au développement	97
Encourager les prêts à long terme bilatéraux des pays européens	98
Le discours sur l'aide étrangère de Kennedy le 22 mars 1961	102
Comparaison avec l'aide étrangère soviétique	106

324

DEUXIÈME PARTIE

L'EUROPE DE L'OUEST ET LE « DÉFICIT IMPÉRIEUX » DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AMÉRICAINE (1961-1963)

CHAPITRE IV

Impliquer la Communauté économique européenne	119
La prudence de la Commission européenne	120
Les propositions de la Direction générale des Affaires économiques et financières de la CEE	120
Les réponses des ministres des Finances des Six et du Comité monétaire de la CEE	126
Le point de vue de la CEE sur le discours de Kennedy du 6 février 1961	127
Les « expédients à court terme »	129
La réévaluation du deutschemark (mars 1961)	129
Le remboursement anticipé des dettes aux États-Unis (1962)	131
Les inquiétudes de la Communauté économique européenne (1962-1963)	132
La persistance du déficit américain	133
La solvabilité des États-Unis en question	134

CHAPITRE V

Resserrer la coopération transatlantique au sein du Fonds monétaire international	137
Le fonds monétaire international doit-il être réformé?	137
L'éventuel recours des États-Unis au FMI	138
Augmenter les ressources du FMI en 1961	139
La réunion du FMI à Vienne en septembre 1961	141
L'internationalisation du déficit américain en 1962	144

La position réformiste du Council of Economic Advisers	145
L'offensive du département du Trésor	147
Une réforme du système monétaire international prévue en 1965 ?	149
La réunion du Fonds monétaire international le 17 septembre 1962.....	153
Coopérer avec une Europe monétaire, l'OCDE ou le FMI?.....	155
L'adhésion des États-Unis à un Fonds de réserve européen ?.....	155
Le projet d'une Europe monétaire.....	159
L'entrée en jeu du Working Party-3 de l'OCDE.....	162

CHAPITRE VI

Relancer la croissance économique dans le cadre de l'OCDE	165
Créer l'OCDE face à la CEE?.....	165
Les enjeux passés de l'OECE de 1948 à 1960.....	167
La Communauté atlantique face au plan Fouchet.....	170
Le danger de la dissolution de la CEE dans l'OCDE.....	171
Une autre vision de la prospérité.....	173
« La croissance économique soutenue » fixée à 50 %.....	173
La compétition économique du « bloc sino-soviétique »	179
Prendre en compte le déficit de la balance des paiements américaine.....	182

TROISIÈME PARTIE

LA SOLUTION MULTILATÉRALE AU DÉFICIT AMÉRICAIN : LE COMMERCE MONDIAL AVEC L'EUROPE DE L'OUEST ET LE TIERS MONDE (1961-1963)

CHAPITRE VII

La relance des exportations dans le cadre du GATT : les limites du Dillon Round (septembre 1960-juillet 1962)	193
Les difficiles négociations entre la CEE et les pays en développement (octobre 1960 - mai 1961).....	193
Le statut des pays en développement au GATT	195
Le rapport décisif d'Haberler de 1958	197
La première phase du Dillon Round (octobre 1960-mai 1961)	208
Les protestations des pays en développement	209
Les négociations entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis (1961).....	217
L'offre de baisse linéaire des Six	217
Les difficultés des États-Unis face aux déceptions des Six et de la Grande-Bretagne.....	218
La Grande-Bretagne et la CEE dans une même institution régionale économique?.....	219
Les compromis sur certains produits industriels et agricoles.....	221
Poursuivre ou interrompre les négociations?.....	225
La IX ^e réunion du GATT (novembre-décembre 1961).....	228

CHAPITRE VIII

Équilibrer les relations grâce au futur Kennedy Round (1962-1963).....	231
Quelques éléments sur le <i>Trade Expansion Act</i>	231
Négocier les produits agricoles entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest	233
Les produits agricoles tempérés et l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE	233
La Politique agricole commune et les compromis pour le Kennedy Round	237
Le partage du fardeau : garder les pays du Tiers Monde dans le GATT (1962-1963)	239
Le problème des recettes tirées des exportations.....	239
Une réduction de 50 % des droits de douane?.....	244

CHAPITRE IX

Les mesures commerciales hors du GATT (1962-1963)	249
La conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (1962-1963) : un contrepois au GATT?	249
Les origines du projet.....	249
Les stratégies des États-Unis et de la CEE	251
La version définitive de la Conférence	253
Les accords mondiaux sur les produits tropicaux :	
une « solution politique » des États-Unis	255
La Charte de La Havane de 1948	255
Un moyen de relancer les exportations américaines.....	256
Deux exemples d'accords mondiaux : le café et le cacao	262
La réunion du GATT en mai 1963.....	264

CONCLUSION

Un nouveau « monde libre » multilatéral.....	267
Le bilan de la balance des paiements américaine à la fin de la présidence de John F. Kennedy	267
Le schéma du système multilatéral construit autour du déficit américain depuis 1960	275
La politique économique extérieure des États-Unis à travers le système multilatéral ou une nouvelle diplomatie économique et multilatérale	278
L'ère du multilatéralisme jusqu'à nos jours.....	292
Glossaire.....	295
Sources.....	297
Bibliographie	301
Index des noms de personnes	311
Index des organisations multilatérales (internationales et régionales) et des institutions nationales	315
Remerciements.....	319
Liste des graphiques, schémas et tableaux.....	321